

SEPTEMBRE 2022

CIO letter TO



**Thomas
FRIEDBERGER**
Deputy CEO
Tikehau Capital
and Co-CIO

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, MUR CLIMATIQUE ET FACTEUR HUMAIN

PREMIÈRE PARTIE : HUMAN AFTER ALL

« **ÇA N'EST PAS UN SIGNE DE BONNE SANTÉ QUE DE SE SENTIR BIEN ADAPTÉ DANS UNE SOCIÉTÉ PROFONDÉMENT MALADE** »
(JIDDU KRISHNAMURTI)

La crise de la COVID a mis en évidence la fragilité d'un modèle économique mondialisé et dérégulé basé sur le libre-échange, l'exploitation intensive de ressources naturelles finies et la suroptimisation du travail et du capital. Ce modèle montre aujourd'hui ses limites dans la mesure où ses effets sont devenus un frein évident à la création de valeur économique : impact sur le climat, la biodiversité, creusement des inégalités sociales et création de bulles financières. Or l'humanité atteint un point d'inflexion dans sa trajectoire : pour la première fois dans son histoire, la solution à l'un de ses problèmes nécessite une coopération au niveau mondial. Si l'un des grands acteurs économiques refuse de collaborer, tout le monde est perdant. Malgré cela, la recherche de croissance à tout prix a été promue par les leaders de l'économie mondiale comme gage de liberté, de prospérité, voire de bonheur. Étrange paradoxe pour ce système à l'origine d'un problème si massif que, pour le régler, l'humanité se voit dans l'obligation de le brider. Le constat relativement clair que ce modèle économique qui, parce qu'il s'est emballé, dysfonctionne au point de menacer la présence humaine sur notre planète nous amène à nous poser la question suivante : **comment ses promoteurs peuvent-ils continuer à tenter de l'imposer au plus grand nombre en discréditant toute alternative, alors même qu'il pourrait mener à notre perte dans un horizon de temps relativement court ?**

Le moment paraît donc opportun pour mettre de côté ce qu'il serait convenable d'écrire si l'on souhaitait maintenir en place le système actuel qui garantit à une certaine caste, dont nous faisons probablement partie, une situation de confort et une bonne conscience. Comment ? En revenant sur les périodes-clés qui ont porté au statut de quasi-religion un modèle capitaliste mondialisé et libre-échangiste basé sur la recherche d'une croissance infinie. Nous explorerons également les arguments des promoteurs de voies alternatives, dans le seul but de les mettre en regard de ce qui nous est souvent présenté comme la seule option possible.

Comment ce modèle s'est-il imposé ? Sur quelles bases ? Au nom de quoi ? Pour profiter à qui ? Au détriment de qui ? Comment a-t-il pu convaincre le plus grand nombre qu'il était le seul système capable d'apporter la prospérité ? Comment en sommes-nous arrivés à nous laisser convaincre qu'une régulation du libre-échange et une meilleure répartition de la production de valeur entre capital et travail peuvent être des obstacles à la croissance ? Et surtout, quel modèle permettrait une croissance plus durable et compatible avec le défi environnemental et social qui met le système actuel en échec ?

Nous en arriverons au constat que ce modèle, qui reste probablement le moins mauvais de tous, nécessite des aménagements. Certes, on pourrait se laisser séduire par l'idée qu'il a contribué à réduire la pauvreté comme aucun autre système n'y est parvenu. C'est une certitude si l'on considère la pauvreté matérielle mesurée par le Produit Intérieur Brut par personne. Mais plus si certain si l'on considère d'autres critères. Le recours à la création monétaire et à la dette pour maintenir la stabilité du système, l'augmentation des maladies liées à la surconsommation et au stress, le recul du débat démocratique du fait de l'absence de dialogue, le repli communautaire induit par les bulles filtrantes, la disparition de l'empathie et des solidarités locales, la domination de la norme, la régression de l'inclusion et de l'acceptation de la différence ne sont-ils pas autant de symptômes d'une société malade ?

Le sous-titre de cette lettre, « Human After All », est aussi le titre d'un album signant le retour du groupe électro Daft Punk en 2005 après plusieurs années d'absence. Le groupe avait bâti sa légende au début des années 2000 sur sa transformation imaginaire en robots. Le retour à l'humain suggéré par ce titre résume peut-être à lui seul l'idée générale de cette lettre : **la déshumanisation de l'économie par la recherche d'une croissance infinie basée sur l'accumulation de richesses mène le système à sa perte, et le retour du facteur humain dans l'économie semble s'imposer comme une évidence pour la transition vers une économie plus durable.** En restant lucides sur le fait que ni l'État, ni le système capitaliste ne sont près de disparaître, nous essaierons de réconcilier l'économie capitaliste avec le facteur humain, pour conclure sur la **conviction que la création de valeur économique durable passe par une élévation du niveau de conscience collective dans tous les domaines par inclusion plutôt que par cloisonnement. Cela paraît évident, mais se révèle en réalité assez peu compatible avec les préceptes portés par les civilisations occidentales.**

Cette lettre n'est pas un manifeste politique, et encore moins un essai de théorie économique. Comme à notre habitude, nous tenons à rester dans notre rôle d'investisseur qui se doit d'observer et d'analyser au mieux son environnement. **Nous sommes convaincus que tout investisseur, du plus inclusif au plus cynique, devrait conduire cet exercice de réflexion dans la mesure où les limites de notre système actuel commencent à se matérialiser par un impact négatif sur les retours financiers et les niveaux de risques encourus.** Notre seule ambition est donc de mettre nos convictions au service de notre gestion et de partager nos analyses avec nos investisseurs, nos actionnaires et les entreprises et entrepreneurs que nous accompagnons. **Dans un environnement de moins en moins ouvert au débat d'idées, il nous semble que cette interrogation sur la pertinence du système économique dans lequel nous évoluons est appropriée, saine et nécessaire.**

Quelque chose ne fonctionne pas dans notre modèle économique

Une première observation de l'état du monde incite à l'optimisme. Au XIX^e siècle, le capitalisme libéral s'épanouit dans sa forme la moins régulée. Couplé à la colonisation et au développement industriel, il a à la fois créé des fortunes gigantesques et généré une misère matérielle et sociale considérable. Mais le XX^e siècle, plutôt marqué par une réduction des inégalités, a pu, à première vue, corriger ces travers. La crise de 1929 et deux guerres mondiales ont rebattu les cartes des richesses. Les politiques sociales qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, les effets des régimes communistes ou socialistes (qui ont par ailleurs créé d'autres types d'inégalités et de souffrances), le contrôle des prix appliqué dans beaucoup de pays, l'essor des classes moyennes et, bien sûr, l'inflation des années 1970-1980 ont également agi comme un amortisseur des inégalités en défavorisant le rentier au profit du travailleur. Au XXI^e siècle, les inégalités entre pays ont continué à se réduire. Dans « Factfulness », le statisticien Hans Rosling¹ souligne que, contrairement aux préjugés, le monde en 2019 n'est plus divisé entre les pays développés et le reste du monde. Si

EN 2019,

75 %

DE L'HUMANITÉ VIVAIT DANS DES PAYS À REVENUS MOYENS

l'on considère d'autres critères tels que l'accès à l'éducation, à la santé ou à l'électricité, on observe le même phénomène : le monde devient plutôt homogène. En 2019, 75 % de l'humanité vivait dans des pays à revenus moyens et seulement 9 % dans des pays à revenus faibles. Même constat lorsqu'on regarde les références culturelles des jeunes générations. La génération des moins de 25 ans² est probablement la plus homogène que l'humanité ait connue. Ces jeunes partagent partout dans le monde les mêmes expériences et la même actualité grâce à la mondialisation de

1. Factfulness – Hans Rosling, 2019

2. BOFA research - OK Zoomer: Gen Z Primer, nov. 2020 - Haim Israel

l'information et aux réseaux sociaux. Cette génération est aussi la plus éduquée que l'humanité ait connue. Le taux d'alphabétisation des jeunes de 15 à 24 ans est actuellement de 90,4 % pour les femmes et 92,9 % pour les hommes³. 60 % de la population mondiale a accès à Internet et 50 % est active sur les réseaux sociaux⁴.

On peut donc accepter le postulat qu'une grande majorité de l'humanité est exposée à la mondialisation et a globalement bénéficié du développement, du progrès technique et de l'ouverture des échanges. Une grande majorité d'économistes occidentaux martèlent d'ailleurs cette idée sans émettre le moindre doute sur sa validité. Il suffit de parcourir les différents papiers de recherche récents sur ce sujet, comme celui publié par la Banque Goldman Sachs en 2022⁵, pour le constater. **L'augmentation régulière de l'espérance de vie moyenne est par ailleurs une autre preuve solide. Au vu des siècles de guerre et de misère qui constituent notre Histoire, les générations passées envieraient probablement notre mode de vie contemporain. Le progrès technique a permis de faire régresser la famine et d'améliorer l'accès à la fois à l'éducation et aux loisirs.**

Et pourtant, un autre constat peut être posé. Ce constat a d'abord émergé parmi les observateurs non issus de la culture anglo-saxonne, avant d'être repris par les Occidentaux. Les inégalités à l'intérieur des pays et des sociétés sont en forte augmentation sous l'effet combiné de trois facteurs : la création monétaire, la mondialisation dont

les grands perdants sont les classes moyennes des pays développés, et les effets de la technologie qui modifient le rapport de force entre offre et demande de travail dans certains domaines⁶. Selon l'investisseur Ray Dalio⁷, les cycles économiques de long terme peuvent durer plusieurs décennies. La fin d'un cycle long se caractérise par un degré important de domination budgétaire et de dévaluation de la monnaie. **À la fin d'un tel cycle, les niveaux d'endettement deviennent si élevés par rapport à la taille de l'économie qu'il devient impossible de désendetter nominalement l'économie sans provoquer son effondrement. Le recours à l'artifice monétaire permet alors de prolonger le cycle.** L'alternative à ce processus est un effondrement économique déflationniste, qui est une voie que le public et les décideurs du monde entier choisissent rarement. En d'autres termes, lorsque le système est poussé à ses limites, les décideurs politiques impriment invariablement de la monnaie. La créativité dont ont fait preuve les institutions monétaires à partir de la crise de 1929 pour démultiplier la création monétaire confirme cette thèse⁸. Cette créativité a pris des proportions sans précédent après la crise de 2008 avec les politiques dites de « Quantitative Easing », qui ont généré un stock de dette mondiale d'un

3. World Bank gender statistics – <https://data.worldbank.org/indicator/SE.ADT.1524.LT.FE.ZS>
4. <https://wearesocial.com/fr/blog/2020/01/digital-report-2020> - Digital report 2020
5. Top of Mind - (De)globalization Ahead ? - Goldman Sachs Research, avril 2022
6. Tikehau CIO letter - Robot Rock, mars 2021
7. Ray Dalio est le fondateur de Bridgewater et l'auteur de « The Changing World Order : Why Nations Succeed and Fail », 2021
8. Tikehau CIO letter - Les QE sont éternels, décembre 2019

UN STOCK DE DETTE MONDIALE D'UN PEU MOINS DE

300 000

MILLIARDS DE DOLLARS

peu moins de 300 000 milliards de dollars actuellement, soit environ trois fois le PIB mondial. Cet emballement appelle forcément plus de croissance à court terme pour justifier des valorisations et des niveaux de dette, favorisant ingénierie financière et recours aux artifices comptables. Autrement dit, **le recours systématique et massif à la dette permet de maintenir l'illusion de la croissance économique à court terme dont le système économique en vigueur a besoin pour préserver sa stabilité. Et c'est bien là le problème, car ce long cycle économique s'est accéléré sous l'effet cumulatif de l'utilisation massive des énergies fossiles, de la suroptimisation des résultats d'entreprise grâce à la mondialisation et de l'apport de la technologie dans l'accélération de la trajectoire de croissance. Ainsi, en 2020, l'humanité a produit plus de masse anthropogénique (béton, asphalte, plastique, verre, gravats) que la masse du vivant sur notre planète⁹.** Dès 1972, le Groupe de Rome, coordonné par des chercheurs du MIT, publie « Les limites à la croissance »¹⁰, un rapport très détaillé sur l'incompatibilité d'une recherche de croissance infinie à court terme dans un monde fini.

En effet, sur les deux-cent-cinquante dernières années, c'est-à-dire depuis la première révolution industrielle, la croissance économique comme la croissance démographique ont suivi des trajectoires exponentielles.

La recherche de croissance infinie sur la base de mesures uniquement financières a des conséquences sur le climat et la biodiversité (lié au E d'Environnement), le creusement des inégalités (lié au S de Social) et la mauvaise allocation de capital (lié au G de Gouvernance). La récente crise de la COVID-19 montre à quel point un tel système est vulnérable. Notre modèle économique porte intrinsèquement les gènes de sa propre destruction,

“

EN 2020, L'HUMANITÉ A PRODUIT PLUS DE MASSE ANTHROPOGÉNIQUE (BÉTON, ASPHALTE, PLASTIQUE, VERRE, GRAVATS) QUE LA MASSE DU VIVANT SUR NOTRE PLANÈTE

9. <https://www.visualcapitalist.com/visualizing-the-accumulation-of-human-made-mass-on-earth/>
10. Les limites à la croissance – Denis et Donella Meadows appuyés par le Club de Rome, paru en 1972 et réactualisé en 2002

confirmant la théorie de Sigmund Freud¹¹ : « toute civilisation développe, dans sa domination de la nature, les ferments de sa propre destruction ». Il est par exemple aujourd'hui possible de chiffrer, ou du moins d'estimer, les impacts du changement climatique sur le PIB de nos économies. Les centres pour le climat créés par une trentaine de banques centrales commencent à publier des rapports dont les chiffres montrent une potentielle déstabilisation de notre système financier. Ainsi, un scénario de réchauffement de plus de quatre degrés rendrait inhabitable des zones urbaines très peuplées dans lesquelles les actifs immobiliers bénéficiant aujourd'hui de valorisations élevées verraient leur valeur réduite à zéro. Une partie de la rive sud de la Tamise à Londres (qui serait sous l'eau) ou Singapour (où la combinaison de la température et du degré d'humidité rendrait l'endroit inhabitable) font partie de ces zones, si bien que même l'investisseur le plus cynique qui ne considérerait que l'aspect financier de son investissement serait à terme sanctionné de ne pas avoir pris en compte l'extra-financier. Toutefois, les effets indirects sont également mieux analysés. Ainsi, le rapport du centre pour le climat de la Banque de France¹² souligne que 42 % de l'encours de dette émis en France concerne des émetteurs dont la rentabilité dépend de l'exploitation gratuite de ressources naturelles que le changement climatique pourrait remettre en question. Par exemple, les centrales nucléaires utilisent l'eau des rivières pour refroidir les réacteurs. Un réchauffement de la température de l'eau des rivières ne permettrait plus de

“

UNE DÉSTABILISATION DES DÉMOCRATIES ENTRAÎNERAIT UNE AUGMENTATION DES PRIMES DE RISQUES

bénéficier de cette ressource gratuite, forçant soit à l'arrêt des réacteurs, soit à la conception de systèmes alternatifs qui auraient un coût considérable, donc un impact sur le PIB du pays.

Mais les aspects environnementaux ont aussi un impact social. Les migrations de population qu'entraînerait un réchauffement climatique non maîtrisé représenteraient un danger de déstabilisation des régimes démocratiques. Or **les marchés financiers occidentaux bénéficient des primes de risques les plus basses grâce à la stabilité démocratique qui garantit un droit favorable aux affaires, une visibilité fiscale satisfaisante, une transparence de la régulation et une liquidité organisée par des acteurs relativement indépendants. Une déstabilisation des démocraties entraînerait une augmentation des primes de risques. On peut donc voir que la non prise en compte de critères extra-financiers expose l'investisseur à**

11. Das Unbehagen in der Kultur – Malaise dans la culture – Sigmund Freud, 1930

12. Banque de France – Rapport de suivi et évaluation des engagements climatiques, octobre 2021

de lourdes conséquences financières. Non seulement le financier a un impact extra-financier, mais l'inverse est également vrai, si bien que sur un horizon de temps moyen à long, ces deux aspects sont en réalité les deux faces d'une même pièce.

Mais le système capitaliste mondialisé continue à être promu comme facteur de création de valeur partout dans le monde, sans forcément prendre en compte les signaux faibles qui, pourtant, se multiplient. En 2003, un rapport de l'ONU¹³ mentionnait déjà le fait que 54 pays étaient devenus plus pauvres qu'en 1990. Ce même rapport précisait que l'espérance de vie avait décliné dans 36 de ces pays. Un documentaire datant de 2014¹⁴ mentionne l'exemple d'Haïti, où les effets de l'ouverture au libre-échange dans les années 1990 ont été désastreux pour l'économie du pays. Pour le réalisateur, cet exemple est représentatif des dégâts que peuvent causer une mondialisation imposée sur un écosystème local traditionnel. L'ouverture forcée du marché haïtien aux multinationales a fait passer le pays d'une des colonies occidentales les plus riches du monde il y a quelques décennies au pays le plus pauvre de l'hémisphère nord. Avant ces réformes, la production de riz permettait de satisfaire tous les besoins locaux. Après la libéralisation du marché, elle n'en satisfaisait plus que la moitié, faisant d'Haïti un importateur net de cette céréale.

Mais les dégâts sociaux du système ne se limitent pas aux pays en développement. Entre la crise de la COVID et

l'élection présidentielle, l'année 2020 a probablement été l'une des plus tumultueuses de l'histoire américaine moderne. Derrière ces événements se cachent des données qui reflètent l'intensification des pathologies émotionnelles et psychologiques au sein de la population américaine. Le journaliste américain Glenn Greenwald¹⁵ mentionne une vaste enquête sur la santé mentale des Américains réalisée par les Centers for Disease Control and Prevention fin juin 2020¹⁶ en pleine pandémie. Cette enquête révèle qu'un Américain sur quatre âgé de 18 à 24 ans a pensé à se suicider au moins une fois dans les 30 jours précédant le sondage. Pour les Américains âgés de 25 à 44 ans, le pourcentage était de 16 %. 62,9 % des 18-24 ans sondés ont déclaré souffrir de troubles dépressifs ou anxieux. 40,9 % des répondants ont signalé au moins un problème de santé mentale, notamment des symptômes de troubles anxieux ou dépressifs ayant entraîné la consommation de substances pour faire face au stress. Pour le journaliste, dans une société en bonne santé, les idées suicidaires graves sont des événements rares. Une société dans laquelle une partie si importante de la population considère le suicide comme une option est une société qui ne parvient pas à fournir à ses citoyens les conditions nécessaires à une vie épanouissante. Mais ce qui

13. United Nations Human Development Report 2003 – http://hdr.undp.org/sites/default/files/reports/264/hdr_2003_en_complete.pdf

14. Capitalisme – Ilan Ziv, 2014

15. The Social Fabric of the U.S. Is Fraying Severely, if Not Unravelling: Why, in the world's richest country, is every metric of mental health pathology rapidly worsening? - Glenn Greenwald, août 2020 - <https://theintercept.com/2020/08/28/the-social-fabric-of-the-u-s-is-fraying-severely-if-not-unravelling/>

16. <https://www.cdc.gov/mmwr/volumes/69/wr/mm6932a1.htm>

rend ces tendances inquiétantes, c'est que les indices de la santé mentale collective aux États-Unis se dégradent depuis la crise financière de 2008. En 2019, donc avant l'apparition de la COVID-19, l'American Psychological Association révélait dans une étude¹⁷ une augmentation de 33 % du taux de décès par suicide aux États-Unis entre 1999 et 2017 et une augmentation de 50 % des suicides chez les femmes sur la même période. Le suicide était la 10e cause de décès aux États-Unis en 2016. C'était la 2e cause de décès chez les personnes âgées de 10 à 34 ans et la 4e cause chez les 35-54 ans. Pourquoi la quasi-totalité des mesures du mal-être augmentent-elles aussi rapidement dans le pays le plus riche du monde, censé être le pays des libertés et des opportunités ? Le professeur Laurel Williams, chef du département psychiatrie au Texas Children's Hospital, tente une réponse mentionnée dans l'article : « Il y a le temps que nous passons devant les écrans et non devant d'autres personnes. Si vous n'avez pas de communauté à contacter, alors votre désespoir n'a nulle part où aller. »

Cela pose donc la question du facteur humain dans la théorie économique. L'obsession dont ont fait preuve les économistes à faire de leur discipline une science pure, faite de formules et de théories, a contribué à éclipser le facteur humain. L'élévation de l'économie au rang de science exacte a en effet conduit certains théoriciens à s'arranger tout au long de l'histoire avec les écrits pour légitimer des systèmes économiques débarrassés du facteur

humain. Les économistes qui ont promu ces théories étaient souvent des conseillers de gouvernements expansionnistes et colonialistes ou des lobbyistes pour les banques. Cela explique probablement pourquoi ils ont érigé ces théories en vérités absolues, dans l'intérêt de leurs employeurs. **Ceci, couplé au fait que les grandes instances supranationales telles que le FMI ou la Banque Mondiale sont des émanations d'États promoteurs du libre-échange, explique peut-être l'échec de la plupart des politiques de remédiation imposées par cette profession aux pays se trouvant dans l'impossibilité de payer leur dette ou n'ouvrant pas assez rapidement leurs marchés.**

Mais cet **effacement du facteur humain, du respect des écosystèmes locaux et de l'économie informelle a probablement contribué à semer les germes des mouvements contestataires dont l'extrémisme religieux est le dernier avatar.** Lors d'une conférence TED, l'économiste Kate Raworth, professeure à l'Environmental Change Institute de l'Université d'Oxford¹⁸ a résumé l'enjeu du problème en quelques minutes, déclarant que **la promotion de la mondialisation a créé une addiction économique, sociale et politique à la croissance. La consommation est devenue un élément de dignité individuelle et nationale.** Le Produit Intérieur Brut correspond à la somme de la vente de biens et services utilisant des

¹⁷ <https://www.apa.org/monitor/2019/03/trends-suicide>

¹⁸ Kate Raworth est également Senior Associate au Cambridge Institute for Sustainability Leadership de l'université de Cambridge, https://www.ted.com/talks/kate_raworth_a_healthy_economy_should_be_designed_to_thrive_not_grow?

“

LA MONDIALISATION A CRÉÉ UNE ADDICTION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET POLITIQUE À LA CROISSANCE

ressources naturelles pour produire ce que l'on consomme. C'est cette mesure qui est devenue l'indicateur unique du bonheur. Pour Kate Raworth, cela n'a aucun sens.

Le philosophe français Edgar Morin abonde en ce sens. Dans son livre « La Voie »¹⁹, il affirme que l'effondrement du communisme en 1989 a éliminé le totalitarisme du globe pour un temps, mais a « redonné vie à deux autres monstres qu'on croyait morts : le capitalisme financier qui avait disparu dans sa forme la plus extrême après la crise de 1929, et le fanatisme ethno-religieux ». Le communautarisme ethno-religieux peut être interprété comme une surréaction à la toute-puissance du capitalisme financier que ses promoteurs cherchent à imposer via la mondialisation et le libre-échange. Pourquoi ? Au début du XX^e siècle en Allemagne, le grand sociologue du capitalisme Max Weber comprend²⁰ que **pour s'imposer, le capitalisme nécessite un mode de pensée très particulier qui fait du travail une fin en soi et qui érige la technique et le droit comme seules formes de rationalité. Ce mode de pensée évacue les formes de rationalité qui ne peuvent être normées.** La pensée de

Max Weber apporte peut-être un éclairage sur la conviction d'Edgar Morin que le fondamentalisme religieux s'est développé en réaction à l'imposition du modèle capitaliste à des cultures aux pratiques plus informelles. Les populations occidentales sont plus disposées à accepter une rationalité incarnée par le calcul, la norme et le droit. Ailleurs, les résistances nationales, ethniques et culturelles à l'occidentalisation et l'effondrement de l'espoir mis dans le progrès ont eu raison de l'effort de convaincre que le système capitaliste financier génère bonheur et prospérité. Pour Edgar Morin, dans certaines régions, le développement économique a détruit les solidarités traditionnelles sans en créer de nouvelles. D'où la multiplication des solitudes individuelles. Par la privatisation des services publics, la primauté donnée au court terme par rapport au financement à long terme des économies, la déréglementation et l'injection de liquidités dans le système monétaire, la mondialisation a amplifié tous les aspects négatifs du développement. Depuis la révolution industrielle, l'abandon des cultures vivrières

¹⁹ La Voie – Edgar Morin, 2012

²⁰ L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme – Max Weber, 1904

au profit des monocultures industrialisées d'exportation chasse les petits paysans des campagnes et les rejette vers les villes, les faisant passer de l'autosuffisance au statut de consommateur souvent endetté.

Depuis qu'il n'a plus de concurrence idéologique, ce capitalisme mondialisé s'est emballé au point de créer des cercles vicieux tels que l'impératif du court terme pour maintenir des niveaux de rentabilité nécessaires au financement par la dette. L'effondrement du système ne s'opérera probablement pas par un choc important, mais par de petites disruptions qui pénaliseront d'abord les plus défavorisés et moins les gens proches du cœur du système qui trouveront les moyens financiers, matériels ou juridiques de contourner ces disruptions. Les aléas climatiques, la COVID-19, l'augmentation du prix de l'énergie, l'adoption du télétravail ou la complexité normative sont des

causes de souffrance pour les moins favorisés beaucoup plus que pour les classes dominantes.

Notre conviction demeure que le capitalisme, à condition qu'il soit pratiqué dans un horizon de long terme qui réconcilie financier et extra-financier, et qu'il incorpore la notion d'inclusion et de respect de la différence, reste de loin le moins mauvais des systèmes économiques. Il est bien évident que la liberté d'expression et d'action qui caractérise nos démocraties est largement préférable à la restriction des libertés imposée par un régime autoritaire. Mais comment ne pas chercher à comprendre pourquoi un système qui génère en 2020 un pourcentage aussi élevé de jeunes Américains ayant songé au suicide peut encore être « vendu » à des populations qui ne semblent pas en avoir besoin dans le but de développer une société de consommation et d'ouvrir de nouveaux marchés ?

Comment en est-on arrivé là ?

L'utilisation du charbon durant la première révolution industrielle suit une longue période préindustrielle durant laquelle la terre constitue le principal objet de propriété et de richesse. Dans « Abondance et liberté », Pierre Charbonnier²¹ précise que **la terre est alors une ressource, un socle de légitimité et un objet de conquête. La pensée économique et politique s'est donc développée dans un monde agraire hautement territorial que l'ère industrielle du charbon est venue bouleverser.** L'ère industrielle engendre de nouvelles formes de conflits et de coopérations. Dans le courant du XIX^e siècle, le passage du charbon au pétrole comme source d'énergie principale du développement économique permet une accélération significative de la création de valeur économique. Cette révolution démultiplie la croissance, au point que les deux guerres mondiales peuvent être analysées au regard des enjeux énergétiques des belligérants²².

Ainsi, depuis 250 ans, la machine économique s'est emballée, avec une accélération claire depuis les années 1980, période au cours de laquelle trois tendances de long terme ont agi simultanément comme un puissant vent favorable à la croissance : la

“

AINSI, DEPUIS 250 ANS, LA MACHINE ÉCONOMIQUE S'EST EMBALLÉE

baisse continue des taux d'intérêt, la baisse continue des taux d'imposition sur les bénéficiaires et la mondialisation des échanges. Ces trois phénomènes concomitants ont permis aux États de soutenir la croissance en utilisant la baisse des taux pour accroître leur endettement, et aux entreprises de maximiser leurs résultats en suroptimisant leurs coûts de production (par des délocalisations), leur fiscalité et même le niveau de leurs capitaux propres de manière à accroître le rendement sur fonds propres. Mais alors que l'on peut observer depuis

²¹. Abondance et liberté, une histoire environnementale des idées politiques – Pierre Charbonnier, 2020
²². La Face cachée du pétrole – documentaire de la chaîne de télévision Arte, 2010

des décennies que ce modèle ne peut pas fonctionner à long terme puisqu'il accroît les inégalités, nuit à l'environnement et détruit de la valeur par une mauvaise allocation de capital, pourquoi les décideurs s'acharnent-ils à le promouvoir comme le meilleur modèle possible ? Peut-être parce que tous les modèles alternatifs ont échoué et que celui-ci peut être considéré comme le moins mauvais de tous. Certes, mais il nous conduit néanmoins à une catastrophe quasi certaine. Alors quoi d'autre ?

Peut-être que la nature humaine fait de l'individu un prédateur inconscient qui ne peut maîtriser sa soif de conquête, d'accumulation, de domination de la nature et de ses semblables. Certains cyniques affirment ainsi tristement que le principal facteur de création de valeur dans le monde a toujours été, et restera, l'exploitation de l'homme par l'homme. Beaucoup de penseurs et de philosophes à l'origine de courants politiques ont par la suite repris ce thème. L'observation de trente siècles de guerres, d'extorsion et d'asservissement pourrait en effet rendre cette explication convaincante. Les plus pessimistes considèrent même que la démocratie n'est qu'une petite parenthèse historique entre des périodes d'affrontement violent, voire n'est qu'un moyen déguisé de continuer l'exploitation de l'homme par l'homme sans avoir à consacrer trop de budget au financement des guerres. Nous explorerons cette piste dans notre prochaine lettre.

Mais il existe une alternative moins fataliste à cette vision : celle selon laquelle ces siècles d'histoire possèdent une caractéristique commune, à savoir la partition de l'humanité en castes religieuses, raciales, sociales ou politiques. Selon cette hypothèse, la raison de ces multiples affrontements et souffrances pourrait être l'absence d'inclusion et la peur de l'Autre. Dans ce contexte, l'imposition au reste du monde du capitalisme libre-échangiste par une puissance dominante (d'abord l'Empire britannique, puis les États-Unis), et sa promotion comme principal facteur de création de prospérité, peuvent être analysés comme une énième tentative de la part d'une classe dominante d'imposer au reste du monde une doxa lui permettant d'accumuler de la richesse. Avec, en plus, le formidable argument marketing que ce modèle est synonyme de liberté, de confort matériel, de consommation à volonté et de démocratie. L'argument selon lequel le capitalisme libéral a créé beaucoup plus de richesse et a sorti beaucoup plus d'humains de la misère que n'importe quel autre système rend ce modèle séduisant, d'autant plus que tous les systèmes alternatifs semblent avoir échoué. Nous avons vu que ce postulat est implacable si l'on considère le Produit Intérieur Brut comme mesure de la création de richesse, voire du bonheur humain. Mais le développement économique a transformé une pauvreté caractéristique de sociétés agraires traditionnelles contenue par l'entraide et les solidarités locales en une misère et une prolétarianisation

“

ÉLÉVATION DE LA SURCONSOMMATION AU STATUT DE SIGNE EXTÉRIEUR DE BONHEUR

suburbaine. Cette misère se caractérise par la destruction des systèmes d'entraide et sa substitution par la dette²³ et par l'intervention de l'État comme moyen de subvenir à cette nouvelle forme de pauvreté.

La pauvreté issue de l'économie agraire traditionnelle se conjugue avec un système de solidarités et une économie informelle. Une bonne connaissance des pratiques culturelles est nécessaire pour comprendre ces systèmes économiques, car les personnes pauvres qui les composent ont des moyens de lutter contre la misère. Ces moyens résident dans les richesses relationnelles, conviviales et solidaires, ainsi que les échanges échappant à la monnaie. L'entraide et la propension à créer un lien social y représentent une forme de richesse. **La pauvreté issue du développement et de l'exode rural est très différente** car elle génère précarité et désespoir, alors qu'en parallèle, le système capitaliste crée d'immenses fortunes. Le problème est donc que l'apport du développement dans des pays aux systèmes traditionnels crée de la misère sociale là où il n'y en avait pas. Comment ? En brisant les liens de solidarité et en introduisant la notion d'endettement bancaire qui va de pair avec une certaine forme de violence

(celui qui ne peut pas rembourser va en prison ou subit la violence). La société de consommation, basée sur l'exploitation de ressources naturelles pour concevoir des biens et des services non essentiels, s'est engouffrée dans la brèche de la déshumanisation des rapports économiques. **La rupture du lien social provoquée à la fois par la création de grands groupes industriels, le recours à l'endettement pour survivre et la magnification du capitalisme individualiste impose l'accumulation de richesses comme seule mesure de réussite sociale et relègue l'empathie, la solidarité et l'inclusion au rang de caractéristique des perdants de la mondialisation. Cette élévation de la surconsommation au statut de signe extérieur de bonheur et de réussite a détruit toute culture de la frugalité, ennemie de la recherche de croissance exponentielle des bénéfices qui caractérise notre système économique.** Pour tenter de comprendre comment la théorie du capitalisme libre-échangiste a construit son pouvoir de séduction, replongeons-nous dans ses origines.

²³. Tikehau CIO letter – Asservissement, dette, extorsion et guerres : une vision optimiste de 130 siècles de croissance économique, juin 2019

Comment la théorie capitaliste est-elle née ?

14

Contrairement à la croyance populaire, l'origine du capitalisme occidental remonte probablement 200 ans avant le livre fondateur d'Adam Smith, avec la découverte du Nouveau Monde, qui commença en 1492 dans les Caraïbes²⁴. Les conquistadors qui organisèrent ces expéditions ont probablement été les premiers entrepreneurs privés à s'endetter pour construire un *business* afin de faire fortune. Dès de XVI^e siècle, la croissance économique est présentée comme un progrès social. La découverte du Nouveau Monde permet le développement des échanges entre l'Europe et ces nouveaux territoires. C'est dans cet environnement que naît la société de consommation au Royaume-Uni. Au XVI^e siècle, l'enrichissement massif d'une certaine classe bourgeoise européenne grâce au commerce avec le Nouveau Monde entraîne une demande importante pour la laine anglaise. Pour créer de vastes pâturages pour les troupeaux de moutons, les propriétaires terriens anglais mettent alors fin au système qui tolérait la présence sur leurs terres de paysans entretenant les propriétés en échange d'un logement et d'un usufruit sur leurs cultures. Dans l'Angleterre des enclosures, de grandes propriétés sont formées afin de gagner en productivité, expulsant les paysans hors de l'état d'autarcie dans lequel ils vivaient, vers des emplois urbains dans

l'industrie de masse naissante. Cette classe de population qui produisait les denrées agricoles nécessaires à sa survie dut alors travailler et s'endetter pour acheter ces mêmes denrées. Cette autosuffisance ne faisait pas leur richesse, mais leur garantissait une certaine liberté. Le libéralisme tel que pratiqué en Angleterre avant la révolution industrielle ne créait pas de pauvreté supplémentaire car il se limitait aux échanges locaux, à la vie du village. Le niveau de vie des paysans poussés vers les villes par les enclosures va alors considérablement baisser. Mais en parallèle, les gains de productivité vont contribuer à la baisse du prix des biens et services, de sorte qu'ils soient consommables par une plus grande partie de la population. En expulsant les petits agriculteurs des terres détenues par les nobles, l'Angleterre des enclosures jeta les bases de la future révolution industrielle. L'exode rural fournit une main-d'œuvre bon marché à l'industrie. L'incapacité de cette population à assurer son autosuffisance créa en quelque sorte la société de consommation : le petit agriculteur autosuffisant n'est pas un bon client pour la croissance du Produit Intérieur Brut, mais l'ouvrier endetté est un élément beaucoup plus actif de la croissance

24. Capitalisme – Ilan Ziv, 2014 – <https://www.youtube.com/watch?v=IwJvSej1Od4>

“

L'INCAPACITÉ DE CETTE POPULATION À ASSURER SON AUTOSUFFISANCE CRÉA EN QUELQUE SORTE LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION

économique puisqu'il doit acheter ce dont il a besoin pour survivre et qu'il le fait en ayant recours à la dette. Et si, quelques siècles plus tard, son travail lui permettait d'améliorer sa condition en générant une capacité d'épargne, le faisant passer dans la catégorie des classes moyennes, il serait alors plus enclin que l'agriculteur autosuffisant à se laisser convaincre de consommer des produits dont il n'a pas besoin.

Au XVIII^e siècle, l'ouvrage d'Adam Smith « La Richesse des nations » servit de bible fondatrice au capitalisme, érigeant cette théorie en quasi-religion, au point que certains politiques américains affirment aujourd'hui que toute atteinte au capitalisme est une atteinte au principe de liberté, et donc aux valeurs des États-Unis. Paul Ryan, candidat à la vice-présidence des États-Unis en 2012, déclarait alors qu'attaquer la démocratie capitaliste qui protège l'individualisme et la liberté revenait à attaquer la fondation morale de l'Amérique. Selon lui, nos droits viennent de la nature et de Dieu, pas du gouvernement²⁵. **L'élévation de l'économie au rang de science exacte en la débarrassant de son facteur humain contribua à justifier le recours à la violence dans**

15

les rapports sociaux. Cet anoblissement des sciences économiques facilita également l'enrichissement rapide et massif de certains entrepreneurs dans des conditions discutables de répartition de la valeur ajoutée, et c'est peut-être la raison pour laquelle la seconde partie de la phrase d'Adam Smith, sur la nécessité de préserver une certaine morale pour que le système fonctionne, est sortie des manuels d'économie. La mécanique ultralibérale issue de l'interprétation de ce livre repose sur une idée : en s'appuyant sur la motivation humaine la plus créatrice de richesse, l'aspiration au bonheur individuel, l'égoïsme crée l'intérêt commun par la magie de la libre entreprise. Grâce à cela, l'économie n'est pas un jeu à somme nulle et crée de la valeur en exploitant les ressources naturelles de façon optimale. Mais cela suppose deux choses : d'une part que les ressources sont infinies et que leur exploitation, notamment les déchets produits, n'entravent pas les conditions de vie de l'homme, et d'autre part de ne pas mettre de côté la morale. En effet, Adam Smith précise que la division du travail aboutit à la déshumanisation des tâches et que la conservation d'un aspect moral est essentielle. Bien qu'il encourage la division du travail, Adam Smith met en garde contre ses effets déshumanisants. Il préconise une lutte contre ses effets par une action de l'État, afin de surmonter la force destructrice de la fameuse main invisible

25. Paul Ryan – interview ABC This week, 1er juillet 2012 – https://abcnews.go.com/Politics/week-transcript-vicki-kennedy-jack-lew-paul-ryan/story?id=16673650#UDT_RsFITRY

du marché. Smith se prononce ainsi pour une régulation de l'État en faveur des travailleurs qu'il qualifie de « juste et équitable »²⁶. Malheureusement, cette notion de morale sera ensuite totalement éliminée de la manière dont la pensée d'Adam Smith est utilisée. **Dans le livre « La Richesse des nations », on retrouve donc déjà les deux grandes raisons qui condamnent la théorie capitaliste dans sa forme la plus pure et la moins encadrée : le caractère fini des ressources naturelles et le fait que le système ne peut pas fonctionner de manière durable sans la considération du facteur humain.** Dans cet ouvrage, le concept de « main invisible du marché » n'est cité qu'une fois sur quatre cents pages et il est utilisé dans un contexte qui n'a rien à voir avec le libre-échange. Un autre penseur du libéralisme, Alexis de Tocqueville, affirmait que l'égalité des conditions était une caractéristique importante d'une société juste et libre. Dans ses écrits sur l'observation de la société américaine, il redoutait que « l'aristocratie manufacturière que nous voyons s'élever sous nos yeux », « l'une des plus dures qui ait jamais existé au monde » ne sonne le glas de la démocratie²⁷. On retrouve ces concepts, très différents de la perception générale de l'essence du libéralisme, dans les écrits de John Dewey, principal contradicteur de la théorie néolibérale des années 1930.

Dans son livre « Guerres invisibles »²⁸, Thomas Gomart souligne qu'en Europe, les périodes de paix les plus longues correspondent à des périodes d'expansion intense du commerce maritime sur fonds d'environnement libéral, permises par les puissances dominantes. Après la chute de l'Empire français en 1815, l'Angleterre put imposer sa domination maritime, de

même que les États-Unis après 1945. L'imposition du libre-échange à leurs partenaires commerciaux par les vainqueurs des conflits armés a été rendue possible par la supériorité navale incontestée de ces puissances. Les guerres de l'opium entre 1839 et 1860 qui imposèrent à la Chine les règles du commerce occidental par la force et aboutirent à la concession de Hong Kong à la couronne britannique en sont un exemple. **On peut débattre des raisons qui firent triompher les théories du libre-échange au sein du monde anglo-saxon. Mais, en tout état de cause, au-delà des convictions des uns et des autres, ce régime économique convenait parfaitement à une puissance en état de dominer le commerce. Tous les empires se caractérisent par la sécurisation de routes commerciales entre le centre de l'empire et ses provinces. Le succès des thèses libre-échangistes peut s'expliquer au moins en partie par leur compatibilité avec un modèle impérial s'appuyant sur un commerce maritime par définition propice à la mondialisation des échanges.** Pour Thomas Gomart, le débat d'idées entre Adam Smith et Friedrich List montre que **les convictions économiques adoptées par les États dépendent avant tout des circonstances créées par les rapports entre puissances et par les relations entre États et société civile.** Car en réalité, l'Histoire montre que tous les pays ayant promu agressivement le libre-échange ont d'abord été farouchement protectionnistes pour développer les bases de leur domination.

26. Vertus et justice du marché chez Adam Smith – Benoît Walraevens dans Revue Economique 2014/2 volume 65
27. De la démocratie en Amérique – Alexis de Tocqueville, tome 3, 1848
28. Guerres invisibles – Thomas Gomart, 2021

Autrement dit, le libre-échange s'est peut-être imposé parce qu'il était compatible avec les ambitions de l'Angleterre puis des États-Unis, mais les théories libre-échangistes ne sont pas celles qui ont permis à ces puissances de construire leur avantage compétitif. L'Angleterre comme les États-Unis furent d'abord protectionnistes. Le libre-échange leur a ensuite permis de développer leur commerce extérieur en établissant un lien direct entre commerce et paix.

Au début du XIX^e siècle, David Ricardo reprend les travaux de Smith dans un contexte malthusien. Sa théorie du libre-échange justifie les guerres de l'opium qui visent à soumettre une Chine déjà identifiée comme un partenaire économique à privilégier. L'aspect économique de la colonisation reprend la théorie ricardienne comme une justification. Ricardo fait de l'économie une science pure, débarrassée de son facteur humain, alors que Smith avait encore ce facteur en perspective. L'École de Chicago, qui se base sur les écrits d'Adam Smith et de David Ricardo, est à ce jour considérée comme le grand courant de pensée du capitalisme financier moderne. Pour ce groupe d'économistes, l'individu est un capital humain. La rationalité ne peut être que pratico-formelle. Pour Gary Becker, chef de file de l'École de Chicago avec Milton Friedman, et prix Nobel d'économie en 1992, aucun comportement ne peut se dérober à une grille d'intelligibilité économique. Autrement dit, **il n'y a pas de place pour l'informel, le non mesurable et ce qui n'est pas normé.** Ce type de théorie, qui réduit l'humain à un capital, s'épanouit dans la norme, en évaluant et en notant les individus pour les contrôler. Le développement extensif et récent des pratiques de notation



L'INDIVIDU EST UN CAPITAL HUMAIN

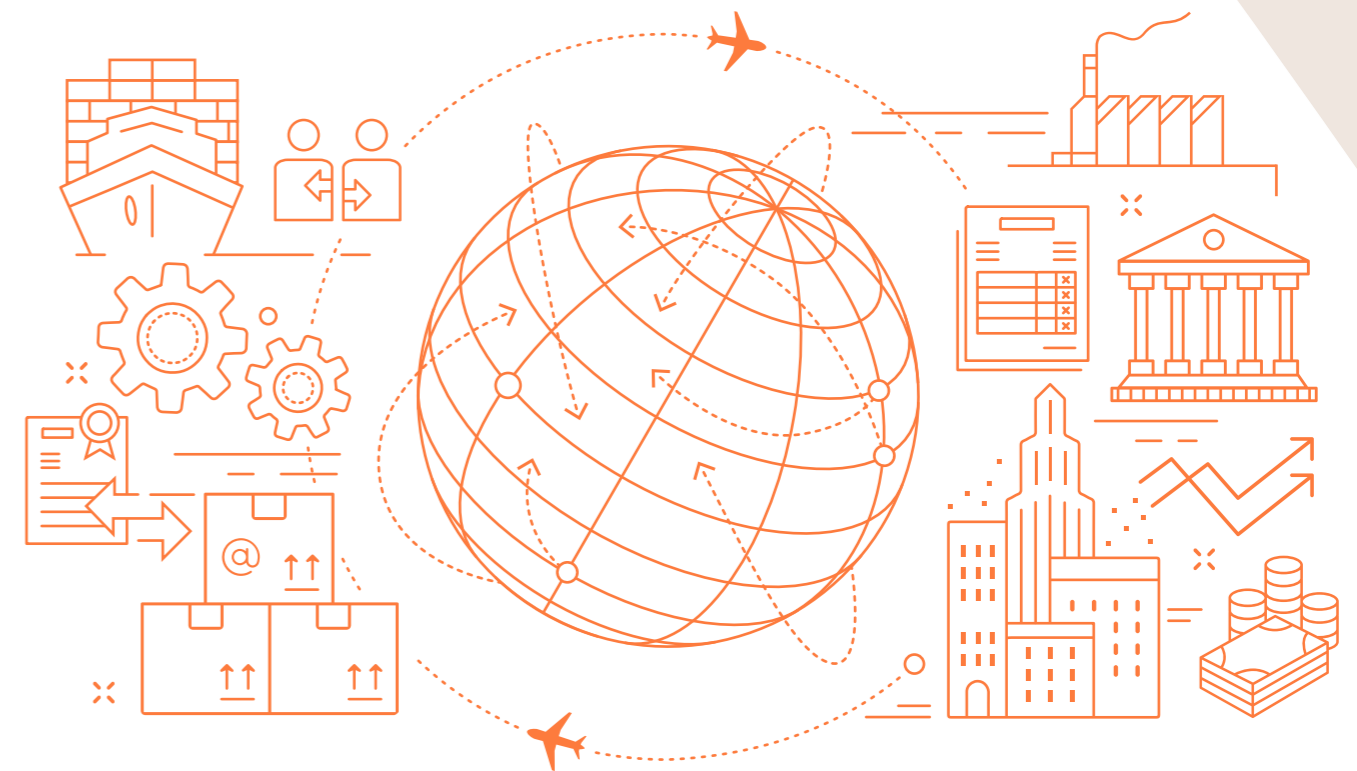
des restaurants, des chauffeurs de taxi et de tout type de prestations, des agences de rating aux meilleures ventes de musique, n'est que l'aboutissement de cette promotion de la norme et de l'efficacité du système apportée par le comportement individualiste des acteurs économiques.

Considérer que l'égoïsme est la seule motivation humaine et que l'empathie ou la solidarité sont « irrationnelles » peut paraître réducteur. Pourtant, on retrouve le rabaissement de ces motivations dans beaucoup d'écrits économiques, peut-être parce que les considérer comme majeures revient à admettre que l'économie est une science dans laquelle le facteur humain et le rôle de l'environnement sont prépondérants, la rendant beaucoup moins universelle que ce que les économistes souhaiteraient. S'arranger avec la nature pour faire de l'économie une science exacte et noble revient à déshumaniser cette discipline... jusqu'à ce que l'environnement et le facteur humain viennent se rappeler au bon souvenir de cette science prétendue exacte. À partir de là, on comprend mieux comment les préceptes de l'économie libérale ont pu être imposés à des populations colonisées ou mondialisées, comme une doxa indiscutable, en ignorant les pratiques et les écosystèmes locaux, avec les conséquences désastreuses qui ont suivi.

La mondialisation, un impérialisme 2.0 ?

La théorie ricardienne aboutira après la Deuxième Guerre mondiale à la création du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, qui attribueront des aides à des pays en développement en échange de l'ouverture de leur marché à une concurrence occidentale qui va la plupart du temps ruiner leur système économique existant. Jusqu'à ce que les pays occidentaux subissent à leur tour les effets de cette mondialisation. Les États-Unis ont promu la mondialisation comme un progrès en se positionnant en combattants des velléités impériales et en défenseurs de la liberté. Au début du XXI^e siècle, le marché chinois semblait représenter un tel potentiel de profit pour les entreprises américaines que la Chine a pu entrer dans l'Organisation mondiale du commerce dans des conditions très favorables, à un moment où le pays approchait d'un pic de population en âge de travailler. Cette entrée dans l'Organisation Mondiale du Commerce en 2001 sans contrepartie majeure a exposé les emplois industriels des pays développés à la concurrence chinoise, faisant des classes moyennes de ces pays les grands perdants de la mondialisation.

Ce retour de flamme aboutit dans les pays développés à la déconstruction de concepts imposés aux populations des pays en développement. « Faites ce que je dis, pas ce que je fais » ? En 1989, le « Consensus de Washington » a été défini comme une liste de politiques promues par le FMI, la Banque mondiale et le Trésor américain pour sortir les pays en développement de la crise. Cette liste comprenait la discipline budgétaire, les taux d'intérêt déterminés par le marché, la libéralisation des échanges et la déréglementation du marché. L'entrée de la Chine dans le concert mondial, doublant la force de travail globale et fondant sa croissance sur des exportations dont la compétitivité fut renforcée par une devise sous-évaluée, aboutit à l'abandon du Consensus de Washington et à la mise en place de politiques radicalement opposées dans les pays précepteurs du fameux consensus : taux d'intérêt manipulés par les banques centrales et non définis par le marché, déficit budgétaire pour relancer les économies et protectionnisme. **Ce revirement complet de la doctrine imposée aux pays dominés nous appelle à nous interroger sur la pérennité du modèle mondialisé** : depuis quelques



années, les deux pays ayant le plus ardemment défendu le libre-échange reviennent à des pratiques protectionnistes agressives. Au Royaume-Uni, le « National Security and Investment Act » entré en vigueur en janvier 2022 permet à Londres de protéger ses actifs stratégiques. Même le pays le plus libre-échangiste au monde se dote donc de ce type de loi pour défendre sa souveraineté. Aux États-Unis, les velléités protectionnistes sont justifiées par la question de la sécurité nationale. Ainsi, la communication américaine à l'Organisation Mondiale du Commerce en 2018 se faisait en ces termes : « Les questions de sécurité nationale sont des questions politiques qui ne sont

susceptibles d'être examinées ni ne peuvent être réglées dans le cadre du règlement des différends à l'OMC. Chaque membre de l'OMC conserve le pouvoir de trancher lui-même les questions qu'il estime nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité »²⁹. La mondialisation et le libre-échange sont donc promus par des institutions contrôlées par des États cherchant l'ouverture de nouveaux marchés pour leur commerce, mais pratiquant eux-mêmes des politiques protectionnistes.

²⁹. communication américaine à l'OMC WT/DS548/13, 6 juillet 2018 – Guerres invisibles, Thomas Gomart, 2021

Comment le concept de mondialisation s'est-il construit ?

Dans « L'ordre du monde »³⁰, Henry Kissinger souligne l'importance de l'épisode de la paix de Westphalie de 1648 dans l'histoire des relations internationales. Après plusieurs décennies de conflit, la France et la Suède acceptèrent de négocier avec le Saint-Empire romain germanique. Ce traité instaura l'État, et non la religion, l'empire ou la dynastie, comme élément fondamental de l'ordre européen. C'est là qu'est né le concept de souveraineté étatique. Le traité reconnaît le droit de chacun des signataires à disposer de sa propre organisation intérieure et de sa propre orientation religieuse, des clauses précisant même que les confessions minoritaires peuvent pratiquer leur foi en paix. En cela, la paix de Westphalie jette les principes d'un système de relations internationales basées sur la reconnaissance mutuelle des États souverains régis par des règles et des limites plutôt que sur la domination d'un seul pays. **L'ordre westphalien prend la multiplicité comme principe et, en cela, constitue une étape dans le processus qui mènera à la mondialisation des échanges.** Sur le plan diplomatique, le traité rejette toute réunification de l'Europe sur des bases religieuses, l'Église catholique perdant toute légitimité d'une quête d'unification de l'Europe par écrasement du

protestantisme. **Cette naissance de l'État comme fondement de l'ordre européen se diffusera au monde entier au cours des siècles suivants. Dans cette lettre, nous émettons l'hypothèse que l'État restera l'élément fondamental de l'ordre mondial,** tout en nous intéressant aux théories telles que l'anarchisme, qui remettent en cause ce postulat.

À chaque changement de puissance dominante, la nouvelle puissance s'est appuyée sur les faiblesses du modèle politique et économique de la puissance déclinante. Les États-Unis ne se sont pas privés d'affaiblir les empires coloniaux et de critiquer le modèle impérial britannique pour « vendre » leur modèle comme alternative à la colonisation. Dans son ouvrage « How to Hide an Empire »³¹, Daniel Immerwahr revient sur la stratégie des États-Unis pour bâtir un empire sur le modèle colonial, mais en se positionnant comme alternative aux empires européens et sans jamais évoquer le terme d'« Empire américain ». Les États-Unis ont construit leur domination en projetant l'image du pays des libertés, d'une république combattant les puissances impériales.

³⁰. Henry Kissinger – L'ordre du monde, 2014

³¹. How to Hide an Empire, a History of the Greater United States – Daniel Immerwahr, 2019

Alors que le pays était au sommet de sa domination en 1945, les États-Unis ont choisi une stratégie impériale inédite en rendant des territoires au lieu d'en annexer de nouveaux. Les États-Unis ont ainsi préféré se positionner en défenseur des libertés plutôt qu'en puissance oppressive, en république anti-impérialiste plutôt qu'en empire. Cette stratégie s'est avérée gagnante alors, qu'en face, l'Union Soviétique multipliait les conquêtes agressives. Les puissances industrielles occidentales ont émergé grâce à l'exploitation du charbon présent sur leur propre sol, leur permettant de coloniser d'immenses territoires et de s'arroger des terres arables et des travailleurs peu chers. Le pétrole, par son incroyable efficacité énergétique permettant la multiplication des machines et de leur puissance, et par le peu de main-d'œuvre que nécessite son exploitation, changea radicalement la donne dans les colonies. Asservir des peuples entiers devient superflu quand il suffit de s'assurer le soutien de quelques chefs tribaux pour l'accès aux concessions pétrolières. Les modalités du contrôle colonial passèrent alors de l'ordre militaire à l'ordre capitaliste³². Cette stratégie fut permise par l'apport technologique. La possibilité de se déplacer ou de porter la puissance militaire par avion, d'imposer sa culture par la radio, la télévision ou le cinéma permit aux États-Unis de développer un nouveau type moins formel d'empire, au point d'assurer ses conquêtes et d'imposer sa puissance sous couvert d'un vocabulaire extrêmement vendeur : celui de « mondialisation ».

À partir de 1944, les accords de Bretton Woods imposent le dollar comme devise de réserve pour relancer les échanges mondiaux. Des institutions contrôlées par Washington furent créées afin d'asseoir cette domination : la Banque mondiale, l'OCDE et le Fonds monétaire

international. Ces initiatives reposaient sur l'espoir que l'entrée des partenaires commerciaux des États-Unis dans un cercle vertueux de croissance économique robuste et rapide renforcerait leur acceptation de la domination économique et militaire américaine. Si, en plus, le système soviétique pouvait montrer des signes de faiblesse économique, les partenaires des États-Unis n'en seraient que plus fidèles. Un tel système donnait aux États-Unis un triple avantage : le pays pouvait sécuriser ses approvisionnements, assurer le développement d'une économie de consommation fondée sur le rêve américain d'abondance pour sa classe moyenne, et contenir la progression du communisme. Dans ce contexte, le capitalisme libre-échangiste peut être vu comme le volet économique de la domination d'une puissance. On comprend mieux pourquoi des puissances émergentes comme l'Allemagne à la fin du XIX^e siècle et la Chine au XXI^e, contestant la domination du leader britannique puis américain, ont cherché à contourner les règles du libre-échange pour rattraper un retard économique certain³³. L'acceptation du libre-échange que tentaient d'imposer le Royaume-Uni à l'Allemagne au XIX^e siècle puis les États-Unis à la Chine aux XX^e et XXI^e siècles était de facto exclue de la stratégie de ces challengers, qui ont dû trouver leurs propres règles pour contester le leadership en place. **En considérant le libre-échange comme un instrument de domination impériale de puissances concurrentes et non pas comme la seule voie possible de développement économique, l'Allemagne puis la Chine ont ouvert des perspectives vers des voies alternatives.**

³². Or noir, la grande histoire du pétrole – Matthieu Auzanneau, 2015

³³. Beijing's Bismarckian Ghosts: How Great Powers Compete Economically - Markus Brunnermeier, Rush Doshi and Harold James - The Washington Quarterly, 2018

Pourquoi ce système ne fonctionne-t-il pas ? La partition de l'humanité

22

Considérons d'abord la croissance ricardienne, qui est basée sur l'idée que les individus comme les pays devraient faire ce qu'ils font de mieux et laisser tomber le reste. Il s'agit essentiellement d'un processus de gestion qui dirige l'investissement là où le rendement du capital investi est le plus élevé. Sur cette base, la productivité du travail et du capital peut, à tout moment, être maximisée. Le monde entier produit pour atteindre le retour sur capital investi le plus élevé possible. Pour reprendre le concept de fragilité et d'anti-fragilité développé par l'écrivain Nassim Taleb³⁴, **l'optimisation est aussi synonyme de fragilité**. Ce concept de vulnérabilité d'un système trop spécialisé est repris par Edgar Morin³⁵. Selon lui, ce n'est pas seulement notre ignorance, mais aussi notre connaissance, qui nous aveugle. Les habitants du monde occidental subissent deux types de carences cognitives. **D'une part, les cécités d'un mode de connaissance qui compartimente les savoirs, alors que les problèmes fondamentaux et globaux nécessitent une connaissance transdisciplinaire. D'autre part, le règne de la rationalité porté par l'occidentalo-centrisme**

“

CE N'EST PAS SEULEMENT NOTRE IGNORANCE, MAIS AUSSI NOTRE CONNAISSANCE, QUI NOUS AVEUGLE

qui donne l'illusion de posséder l'universel. La conception occidentale de l'économie est semblable à celle de la médecine : théoriser, partitionner, morceler, sur-spécialiser pour déshumaniser, favoriser la complexité et l'ésotérique que seuls des spécialistes peuvent décoder, et traiter la partie malade au lieu de considérer le tout. Considérer le tout oblige à connecter les sciences entre elles et donc forcément à réintroduire le facteur humain

³⁴. Antifragile: Things that Gain from Disorder – Nassim Nicholas Taleb, 2014
³⁵. La Voie – Edgar Morin, 2012

dans l'équation. **Le développement des connaissances aboutit aussi à leur régression par la domination de la pensée parcellaire et compartimentée au détriment de la vision d'ensemble.** Edgar Morin attribue la dégradation de notre biosphère au déchaînement du processus de mondialisation, d'occidentalisation et de développement. Ce système doit être repensé entièrement car le capitalisme, comme le communisme, est basé sur la domination de la nature par l'humanité alors qu'il faut au contraire la ménager. Pour ce faire, **une réforme de la connaissance s'impose car nous vivons sous l'emprise d'une pensée qui partitionne, complexifie et théorise. Une vision parcellaire émerge, qui produit plus de cécité que de lucidité.** L'économie en est un bon exemple.

Cette vision corrobore celle du philosophe indien Jiddu Krishnamurti. Dans son livre « Se libérer du connu »³⁶, il attribue **l'origine de la violence, des guerres et des peurs à l'effort permanent de partition du genre humain, qu'elle soit religieuse, politique, ethnique ou économique.** Le philosophe a résumé cette pensée lors d'un discours mémorable à la tribune de l'Organisation des Nations Unies à New York en 1985³⁷ : légitimer l'existence de plusieurs races, religions, écoles de pensée économique, philosophique ou politique mène à l'affrontement et explique trente siècles de misère humaine. Malheureusement, nos convictions sociales, politiques et religieuses nous enferment dans cette logique d'exclusion. Selon lui, apprendre à apprivoiser ses peurs et ses frustrations

permet de comprendre et d'écouter le reste de l'humanité. La seule solution pour vivre en paix avec soi-même et les autres est de considérer le genre humain comme un tout. Autrement dit, adopter un comportement inclusif. Les différences raciales, politiques ou religieuses sont des constructions de l'esprit et ceux qui les utilisent cherchent à maintenir leur propre position dominante.

23

Ceux qui exploitent ces divisions sont à l'origine des guerres et des différents types d'extorsion (le principe mafieux consiste à générer une dette envers le dominant). La rhétorique de « guerre juste » est un concept marketing pour justifier une action quasiment toujours motivée par des considérations économiques de conquête de marchés ou de ressources naturelles. On retrouve ici la notion de caste, une construction artificielle qui vise à établir une hiérarchie entre des êtres humains pour justifier la domination d'un groupe sur les autres en invoquant des origines ancestrales ou des croyances. Pour l'écrivaine américaine Isabel Wilkerson³⁸, les castes utilisent des préceptes rigides pour définir des frontières et des règles arbitraires visant à maintenir le système en place. L'écrivaine compare les organisations sociales des démocraties américaine et indienne, respectivement la plus puissante et la plus grande des démocraties existantes³⁹. Selon elle, malgré tous les progrès sociaux, les deux systèmes

³⁶. Freedom from the Known – J. Krishnamurti, 1969
³⁷. <https://www.youtube.com/watch?v=qcga8ATBNh0>
³⁸. Caste : The Lies That Divide Us – Isabel Wilkerson, 2020
³⁹. Tikehau CIO letter – All Inclusive, septembre 2021

“

LE RACISME NE SERAIT ALORS QU'UNE VISION SIMPLIFIÉE DU SYSTÈME DE CASTES

démocratiques reposent encore sur un système de castes, justifiant l'existence d'une hiérarchie entre différents groupes d'humains permettant l'exploitation de l'homme par l'homme. **Le racisme ne serait alors qu'une vision simplifiée du système de castes. C'est donc bien la partition de l'humanité en castes qui explique sa souffrance et permet à la caste dominante d'exploiter les autres.** Cette caractéristique de l'humanité peut être replacée dans le contexte de la naissance du capitalisme qui, comme nous l'avons évoqué, est contemporain de la mise en place du commerce triangulaire qui industrialisa le recours à l'esclavage. Dans son livre « Un sage est sans idée »⁴⁰, le sinologue François Jullien reprend cette notion de « tout » si présente dans la culture orientale et chinoise en particulier. Lao Tseu professait que le sage n'est jamais pour ou contre quelque chose. Puisqu'il y a du yin et du yang dans tout, il ne juge pas mais explore les extrêmes pour en faire la synthèse.

Vision de philosophe utopiste ? Pas seulement. L'entrepreneur et dirigeant d'entreprise américain Nick Hanauer confirme cette vue dans son intervention lors d'une conférence TED⁴¹. Nick

Hanauer ne peut pas vraiment être taxé d'intellectuel anti-capitaliste ou d'idéaliste. Co-fondateur de la société d'investissement Second Avenue Partners, spécialiste du venture capital, investisseur précoce dans Amazon et fondateur ou dirigeant d'une trentaine de sociétés dont certaines ont été vendues à des groupes comme Microsoft ou Boeing, l'homme est un pur produit du capitalisme financier américain. Selon lui, les hommes préhistoriques étaient moins forts, moins rapides et plus vulnérables que certains animaux, mais leur capacité à collaborer et à s'organiser les rendait supérieurs. La théorie selon laquelle les individus poursuivent leur propre intérêt ne fonctionne pas sur le long terme : le soldat qui va se faire tuer pour son pays est-il égoïste ? On ne peut pas dire cela, donc il y a bien autre chose ! Comment pouvons-nous nous convaincre que la recherche des intérêts individuels est le meilleur moteur de la croissance économique, que le seul objectif d'une entreprise doit être la génération de profit pour l'actionnaire, sans tenir compte du bien-être de ses employés, de ses clients et de tout son écosystème ? **La théorie capitaliste veut que le prix de quelque chose soit égal à sa valeur. Ce concept a été édicté à un moment où les écosystèmes étaient locaux. Mais avec la mondialisation, ce concept ne se vérifie plus car le rapport de force entre travail et capital s'est modifié. Mon salaire n'est pas**

⁴⁰. Un sage est sans idée – François Jullien, 2013

⁴¹. Nick Hanauer - The dirty secret of capitalism - https://www.ted.com/talks/nick_hanauer_the_dirty_secret_of_capitalism_and_a_new_way_forward?language=fr#t-359755

égal à ma valeur mais à mon pouvoir de négociation. Et avec la mondialisation, le rapport de force bascule en faveur de l'employeur. Car l'apport de valeur dans l'économie résulte avant tout d'un système collaboratif et pas individualiste. Et Nick Hanauer d'argumenter que le but de l'entreprise n'est pas d'enrichir uniquement ses actionnaires, mais d'enrichir tous ses acteurs : salariés, fournisseurs, actionnaires, clients. **L'inclusion crée de la valeur économique, l'exclusion en détruit. L'inclusion n'est pas une contrainte à laquelle les entreprises doivent faire face parce que les violences raciales font la une des médias. Il s'agit d'un créateur de valeur.**

Le retour des politiques de diversité et d'inclusion dans les entreprises représente un espoir de ce point de vue. Si ces politiques sont mises en place de manière efficace, par conviction et non par contrainte⁴², l'entreprise pourrait représenter un îlot d'espoir pour les employés qui perdent ce lien humain dans la société. Mais nous

sommes encore loin du compte. Après la Deuxième Guerre mondiale, la pénibilité des tâches dans les postes d'ouvriers industriels était souvent compensée par un esprit de camaraderie fort, permettant aux employés d'aller retrouver « les copains » ou « les copines » dans les usines et les ateliers. Ce lien existe probablement toujours un peu, mais a été largement entamé. Le coach en entreprise Frédéric Laloux évoque dans ses différentes interventions l'entreprise de demain⁴³ en mentionnant trois notions : l'autogouvernance, c'est-à-dire la distribution des processus de décision, l'intégrité et l'adaptabilité, car se fixer des objectifs rigides a peu de sens dans un monde en constante évolution. Ces préceptes, assez proches des conceptions anarchistes de la société, font une large place au retour du facteur humain.

De son côté, Nick Hanauer ne manque pas de mentionner qu'il fut un temps où la sphère publique travaillait pour la société. Mais avec la mondialisation, il déplore que la sphère publique travaille essentiellement pour les lobbies et les entreprises, c'est-à-dire des intérêts privés. Et d'observer qu'un système capitaliste équilibré et acceptable repose sur une classe moyenne. La destruction de la classe moyenne américaine par la mondialisation engendre l'échec du système en créant des ploutocrates et une classe pauvre désespérée.

⁴². Tikehau CIO letter – All inclusive, septembre 2021
⁴³. Reinventing organisations – Frédéric Laloux, 2017

“

LE BUT DE L'ENTREPRISE N'EST PAS D'ENRICHIR UNIQUEMENT SES ACTIONNAIRES, MAIS D'ENRICHIR TOUS SES ACTEURS

Pour Edgar Morin, le développement, qui se voulait une solution, ignore que les sociétés occidentales sont en crise du fait même de leur développement. Cet aveuglement résulte de la conception techno-économique du développement qui ne connaît que le calcul comme élément de connaissance. Le calcul ignore les activités non monétarisées comme la production domestique ou les services mutuels, mais aussi ce qui ne peut être mesuré : la joie, la souffrance, la dignité, autrement dit, le facteur humain. Le développement s'applique de façon indifférenciée à des sociétés et à des cultures très diverses, sans tenir compte de leur singularité. Il suppose que les sociétés occidentales constituent la finalité de l'histoire humaine. Il est érigé en solution, mais ignore que les sociétés occidentales sont en crise du fait même de leur développement. Celui-ci a secrété un sous-développement intellectuel, psychologique et moral. Nous sommes dominés

“

**NOUS VIVONS
DANS UNE SOCIÉTÉ
OÙ LES SOLUTIONS
QUE NOUS VOULONS
APPORTER AUX AUTRES
SONT DEVENUES
NOS PROBLÈMES**

par une logique purement économique qui nous pousse à tout considérer en termes quantitatifs et matériels. L'hyper-socialisation, l'hyper-individualisme, la perte des solidarités débouchent sur le mal-être. L'appropriation des ressources par une caste génère la misère pour certaines populations. **Nous vivons dans une société où les solutions que nous voulons apporter aux autres sont devenues nos problèmes.** La mondialisation est la pire et la meilleure des choses qui soit advenue à l'humanité. Les menaces mortelles et les problèmes fondamentaux créent une communauté de destin pour l'humanité entière. Le meilleur est que la mondialisation a produit la structure d'une société-monde qui permet d'envisager la Terre comme patrie, sans que celle-ci nie les patries existantes, mais au contraire les englobe et les protège.

La manipulation de l'opinion aboutit à la conviction qu'il n'y a pas d'alternative au modèle capitaliste individualiste prôné par les démocraties occidentales. La célèbre formule de Margaret Thatcher, « il n'y a pas d'alternative »⁴⁴, en atteste. L'espace médiatique encourage la consommation et le divertissement par la publicité et la promotion d'un modèle de surconsommation. En parallèle, les classes dirigeantes cherchent leur légitimité dans la propagation d'un sentiment d'insécurité qui menacerait la capacité des populations à consommer et à se divertir, insécurité contre laquelle ces classes se

⁴⁴. « There is no alternative » – phrase prononcée par Margaret Thatcher, Première ministre britannique en 1980, lors d'une conférence de presse

posent en rempart. **Ce système, basé sur la partition de l'humanité et des connaissances, base sa légitimité sur la conviction du plus grand nombre qu'il n'existe aucune alternative crédible et que toute pensée différente relève de l'utopisme, du terrorisme ou du complotisme.** Bertrand Russell est un mathématicien, philosophe et moraliste britannique du XX^e siècle. Il publie en 1916 « Principles of Social Reconstruction »⁴⁵ et s'intéresse à la notion de bien compossible : en cédant un bien non compossible (par exemple, une maison), on en perd la propriété. À l'inverse, les biens compossibles sont des biens dont on peut conserver le bénéfice tout en les cédant. Je peux par exemple transmettre mon intérêt pour le vin tout en le conservant. Je peux même m'enrichir en agissant ainsi. Quoi de mieux que de partager une bonne bouteille de vin avec ses amis plutôt que de la boire seul ? Pour Russell, une société saine maximise les biens compossibles par rapport aux biens non compossibles, c'est-à-dire qu'elle privilégie le partage et la solidarité par rapport à l'accumulation.

Le problème est que la mondialisation fait peur, car il est plus difficile d'accepter la différence de celui qui ne nous ressemble pas mais avec qui il faut composer dans une économie mondialisée que de se cacher derrière la différence pour partitionner. Cette peur engendre des réactions violentes comme le communautarisme, le racisme ou l'extrémisme religieux. Les promoteurs de la mondialisation devraient aider les populations à

surmonter ces peurs pour adopter une démarche inclusive. Au lieu de cela, ils utilisent ces peurs pour conserver leur supériorité. Sylvain Tesson évoquait en 2020⁴⁶ la notion de liberté dans un contexte mondialisé et de crise sanitaire. Selon lui, la mondialisation a replacé les frontières au niveau de la sphère privée, ce qui détruit la société. Ne protégeant plus leurs nations, les administrations politiques se sont attachées à nous protéger de nous-mêmes. Ce qui se traduit physiquement par l'abolition des frontières territoriales, mais avec l'installation de digicodes partout, par la fin des contrôles aux frontières, mais avec l'embauche de vigiles à l'entrée des épiceries, par des soldats déployés devant les églises et des blocs de béton pour protéger les bâtiments publics. **« C'est la transposition dans la sphère privée de la limitation politique qui a été abolie dans l'espace public. L'idéologie a levé les barrières, la réalité les a replacées là où elle le pouvait : dans le domestique, l'intérieur, le familial. Ouverture du global, quadrillage de l'intime. Nous nous sommes laissés enfermés dans l'esprit d'ouverture. »**

Pour Edgar Morin, **en détruisant le lien informel, les solidarités, les relations non économiques, l'entraide et l'inclusion, le développement économique favorise l'individualisme et la métastase de l'ego. Pour voir clair, il faut mettre son ego de côté. Le trésor de l'unité humaine est la diversité.**

⁴⁵. Principles of Social Reconstruction – Bertrand Russell, 1916
⁴⁶. Le Figaro, 3 novembre 2020

Les alternatives au capitalisme

Le mythe de la croissance infinie est associé à celui de la domination de la nature par l'homme. La deuxième révolution industrielle s'accompagne, dans le domaine de la peinture ou du cinéma, de l'élévation de la machine au rang de dieu du bien-être. C'est là qu'est né le communisme qui perpétuera ce mythe de la machine. Les deux systèmes économiques, capitaliste et socialiste, ont en commun cette glorification de la domination et de l'instrumentalisation de la nature par l'homme.

Le terreau de la théorie communiste apparaît en même temps que l'Europe vit sa révolution industrielle. Pour Karl Marx⁴⁷, le libre-échange aboutit à terme au transfert de la valeur vers une classe de ploutocrates qui deviendra de plus en plus riche. La pensée de Marx aboutira à la naissance de deux courants de pensée opposés dans le monde ouvrier : le communisme, qui prône l'avènement d'un État central dominé par le prolétariat, et l'anarchisme (ou pensée libertaire), qui prône l'autosuffisance comme moyen de préserver un équilibre entre liberté et égalité. Là où le communisme considère que l'appareil d'État doit être

mobilisé pour imposer l'idéologie communiste, l'anarchisme acte que l'État ne doit pas exister. Les adeptes du communisme ont réprimé les anarchistes aussi durement que d'autres courants de pensée. Et pour cause : les pères de l'anarchisme considéraient le communisme comme une autre forme de domination d'une caste sur les autres.

Le mouvement libertaire naît en réaction à l'ultra-capitalisme de la révolution industrielle. Le terme « libertaire » désigne les personnes et organisations qui prônent la liberté, individuelle ou citoyenne, comme valeur fondamentale face à l'État et qui, de ce fait, rejettent toute forme d'autoritarisme politique dans l'organisation sociale ou la vie privée. Il est également utilisé comme synonyme pour désigner l'anarchisme. En 1840, Pierre-Joseph Proudhon publie « Qu'est-ce que la propriété ? », véritable acte de naissance de l'anarchisme. Proudhon souhaite détruire en même temps et de manière non violente les trois formes de domination : religieuse (exercée par l'idée de Dieu),

⁴⁷. Das Kapital – Karl Marx, 1867

politique (exercée par l'État) et économique (exercée par le capital). En cela, on peut établir un parallèle entre la pensée de Proudhon et celle de Krishnamurti, qui cherche une solution à la propension de l'homme à partitionner l'humanité en castes qui permettent l'exploitation de l'homme par l'homme. Dans un livre dédié à la pensée de Pierre-Joseph Proudhon, le docteur en lettres Thibault Isabel⁴⁸ écrit que selon Proudhon, l'anarchie, c'est « l'ordre sans le pouvoir ». **Ce courant de pensée n'a pas pour objectif de semer le chaos, mais de mettre en place un système qui fait confiance aux êtres humains, dans lequel ces derniers se gouvernent eux-mêmes, sans autorité supérieure pour les contrôler et les infantiliser. Il s'agit donc de combattre tout type de tyrannie, y compris celle imprimée par le système bureaucratique du parlementarisme républicain, pour aller vers la vraie démocratie.** Le développement économique qui s'emballa à partir de la révolution industrielle au XVIII^e, puis au XIX^e siècle, s'accompagne d'une complexification bureaucratique et d'une concentration des pouvoirs politiques et économiques qui nuit à la qualité de la vie humaine. Il s'agit donc de **laisser les populations s'organiser en faisant confiance aux particularités locales, aux solidarités, et en intégrant complètement le concept de diversité.** Pour Proudhon, le capitalisme rime avec liberté et laisser-faire, mais réduit les êtres humains à la soumission sous la pression des États et des entreprises privées. Or la mondialisation mise en place pour développer le commerce international et la société de consommation déracine les hommes. Thibault

Isabel précise que Proudhon taxe même l'ultralibéralisme économique de « fausse anarchie » parce que le laisser faire conduit bien à l'établissement insidieux d'une nouvelle forme de domination, parallèle à celle de l'État : la domination par l'argent. La financiarisation des échanges étouffe les relations de travail sous un nuage d'indifférence. Pour ne pas rester au stade de l'utopie, Proudhon propose l'implémentation de sa théorie dans un modèle mutualiste coopératif qui, selon lui, optimise les avantages du capitalisme (la liberté) et du communisme (l'autorité régulatrice). L'économie de marché couplée au principe d'association maintient le facteur humain et permet le respect entre partenaires commerciaux et de travail. Les transactions sont libres et régulées par le tissu associatif local. On obtient ainsi un libéralisme débarrassé de sa capacité de prédation. Pour Thibault Isabel, **l'anarchisme prend donc le parti d'une vie moins confortable, moins conciliante à l'égard de nos pulsions d'accumulation, pour empêcher le commerce de flatter notre cupidité et l'État de nous placer sous tutelle.**

La théorie de Proudhon remise dans le contexte de la crise de la COVID-19 semble d'une étonnante actualité : l'être humain a besoin de vivre en harmonie avec son écosystème local, d'interagir avec des gens qu'il connaît, en qui il a confiance. L'isolement procuré par l'urbanisation et le travail dans un système capitaliste mondialisé crée à l'inverse un univers impersonnel et

⁴⁸. Pierre-Joseph Proudhon : L'anarchie sans le désordre, 2017

froid auquel l'humain n'est pas adapté. Dans son livre, Thibaut Isabel mentionne ainsi que l'anarchie peut être vue comme la radicalisation de la démocratie libérale. Ainsi se conçoit le lien entre anarchie (ou pensée libertaire) et libéralisme. Dans la pensée anarchiste, la société est une association d'êtres humains vivant dans le respect de leurs différences. Plus récemment, le mouvement Punk, né à la fin des années 1970, et qui s'inscrit au début des années 1980 en réaction au retour d'un capitalisme financier plus marqué aux États-Unis sous la présidence de Ronald Reagan et au Royaume-Uni avec le gouvernement de Margaret Thatcher, reprend ce thème de l'inclusion et de l'acceptation des différences. La chanson du groupe punk français Bérurier Noir « Salut à toi » symbolise ce concept⁴⁹.

Dans son documentaire « Ni Dieu ni maître, une histoire de l'anarchisme »⁵⁰, Tancrède Ramonet souligne que la pensée libertaire fut, dans l'histoire de l'humanité, l'un des courants de pensée les plus redoutés et donc les plus réprimés par les leaders politiques, économiques et religieux partout dans le monde, y compris dans des pays fondés sur le principe de liberté comme les États-Unis, alors même que cette pensée se voulait à l'origine, non violente. Étonnant de constater que les libertaires ont été réprimés par le pays des libertés aussi violemment qu'ailleurs. C'est l'écrasement dans la violence de la Commune de Paris en 1871 qui marqua un tournant pour le mouvement libertaire, car il décima les anarchistes et leur fit réaliser que la sortie du système capitalisme ne

pourrait avoir lieu sans violence. Aux États-Unis, l'immigration exporte l'anarchisme qui se développe dans le nord du pays avec la misère ouvrière de la fin du XIX^e, alors que l'esclavagisme est en passe d'être aboli. Chicago devient le berceau de l'anarchisme américain, dans une région où les élites économiques locales refusaient toute forme de dialogue social. C'est là que le 1er mai 1886, une manifestation sur Haymarket Square tourna au drame. Cet épisode trouva écho partout dans le monde, à tel point que le jour du 1er mai est adopté comme symbole international de la lutte ouvrière en mémoire de cet événement. À partir de ce 1er mai 1886, l'anarchisme devient violent, avec des assassinats spectaculaires de figures politiques comme les présidents McKinley aux États-Unis ou Sadi Carnot en France, le roi Umberto Ier d'Italie et les présidents de l'Uruguay et du Salvador, jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Mais la violence avec laquelle est réprimé l'anarchisme partout dans le monde dès sa naissance est peut-être révélatrice de la dangerosité pour les élites politiques, économiques et religieuses de cette pensée dont le fondement est l'abolition des facteurs de partition de l'humanité pour permettre un équilibre entre liberté et égalité. La répression du mouvement libertaire a été tout aussi violente dans les pays capitalistes que de la part de régimes communistes ou fascistes, et ce partout dans le monde, des États-Unis à la

49. <https://genius.com/Berurier-noir-salut-a-toi-lyrics>

50. Ni Dieu ni maître, une histoire de l'anarchisme – Tancrède Ramonet, YouTube 2016

“

UNE ÉDUCATION INTÉGRALEMENT FONDÉE SUR L'USAGE DE LA RAISONS

Russie en passant par la France, l'Espagne, l'Amérique du Sud, le Japon et même la Chine. C'est après le massacre de Haymarket Square que les États-Unis ont commencé à parler de « lutte contre la terreur », notion bien connue au XXI^e siècle, en interdisant à toute personne sympathisante des idées anarchistes l'entrée sur le territoire. En Europe, une conférence internationale policière contre l'anarchisme regroupant 21 pays à Rome en 1898 jette les bases d'Interpol. En France, la répression du mouvement anarchiste aboutit au vote des lois scélérates en 1893 (elles ne seront abolies que cent ans plus tard, en 1992) permettant de fichier pour la première fois des citoyens pour leur appartenance à un courant de pensée. Elles conduisent à la fermeture des journaux anarchistes, à de nombreuses arrestations, à la dissolution des organisations libertaires et à l'interdiction pour la presse en général de diffuser de la « propagande anarchiste ». Ces lois furent largement critiquées, y compris par des opposants au mouvement libertaire. L'anarchisme proposait une voie alternative entre fascisme, communisme et capitalisme, trois modèles basés sur la domination d'une classe qui contrôle l'État et qui ont en commun la domination de l'homme sur la nature. L'anarchisme propose une société sans État, fondée sur l'intelligence collective et les solidarités locales. Est-ce un hasard si ces trois modèles ont en commun d'avoir combattu l'anarchisme avec une violence totale ?

Mais la pensée libertaire ne peut probablement pas mieux être incarnée que par l'espagnol Francisco Ferrer,

fondateur de « l'École moderne ». Cette école est basée sur une éducation intégralement fondée sur l'usage de la raison. Dans « Le Bulletin de l'École moderne »⁵¹, Francisco Ferrer écrit en 1908 : « **Faire des hommes dont l'indépendance intellectuelle sera la force suprême, qui ne se soumettront jamais à rien, capables de discerner ce qui est bon et qui vivront mille vies en une seule. La société craint de tels hommes et il ne faut pas attendre d'elle qu'elle soutienne un jour une éducation capable de les produire** ». Il confiait volontiers qu'en cherchant à former des hommes libres, il fallait accepter que ces personnes développent des convictions différentes des siennes. C'est en cela que l'École moderne reconnaît son succès. Partisan de la non-violence, Ferrer est accusé à charge d'avoir fomenté la grève générale de Barcelone en 1909 et condamné à mort, malgré une mobilisation internationale. Son exécution provoqua les émeutes les plus violentes depuis la Commune, notamment en Amérique latine, aux États-Unis, en France et au Japon.

51. Le Bulletin de l'École moderne – Francisco Ferrer, 1908

Là encore, le parallèle avec la pensée de Krishnamurti peut être établi. Dans un autre ouvrage, « Le sens du bonheur »⁵², le philosophe indien affirme que la société cherche par l'éducation à modeler et à contrôler la pensée, de telle sorte que l'esprit se conforme aux codes et schémas établis. En quoi faut-il croire ou ne pas croire, quelles sont les choses à faire et à ne pas faire : l'éducation impose des limites, cloisonne les connaissances et place la société dans un carcan qui l'empêche de considérer son environnement comme un tout. Ces notions sont inculquées et seule une démarche intérieure peut nous affranchir de cette tentative de partition. Pour Krishnamurti, « la liberté est hors des murs, hors des schémas établis par la société ; mais pour s'en libérer, vous devez en comprendre tout le contenu, c'est-à-dire comprendre votre propre esprit ». Il poursuit en affirmant que « les individus qui sont vifs, passionnés, révolutionnaires, la société n'en veut pas, car de tels individus ne s'adapteront pas aux modèles sociaux établis et pourraient même les briser. Voilà pourquoi la société cherche à maintenir votre esprit dans la ligne de ses propres modèles, et voilà pourquoi la prétendue éducation vous encourage à imiter, à vous plier, à

vous conformer ». « Et lorsque l'esprit se renouvelle sans créer de nouveaux schémas ... alors il garde sa fraîcheur, sa jeunesse, son innocence et il est donc capable d'une compréhension infinie ».

Ces concepts peuvent paraître très éloignés de la réalité de notre activité d'investisseur ! Pourtant, tout entrepreneur qui lira ces mots se reconnaîtra probablement. Car entreprendre, c'est aussi chercher la disruption du modèle en place. Entreprendre, c'est transgresser la norme.

Toujours est-il qu'au XIX^e siècle, l'économie libérale libre-échangiste prospère dans un climat de violence significative : corruption, délit d'initié, spéculation, formation de monopoles, manipulation des marchés, exploitation de la force de travail, voire esclavage. Le capitalisme ultralibéral dans sa version la plus pure, prônant la non-intervention de l'État et le laisser-faire, trouve ses limites dans la grande crise de 1929, qui révéla ses dérives. Le néolibéralisme naît comme solution alternative au fascisme pour réparer ces dérives.

⁵². Think on These Things – Krishnamurti, 1964

La naissance du néolibéralisme

En 1938, l'intellectuel américain Walter Lippmann organise à Paris le colloque fondateur du néolibéralisme, terme ambivalent qui mérite une tentative d'explication de ses origines. Dans son livre « Aux origines du néo-libéralisme en France »⁵³, le directeur du Centre européen de sociologie et des sciences politiques et chercheur au CNRS François Denord précise que c'est le philosophe Louis Rougier qui a permis l'organisation de ce colloque en France à la suite de l'épisode du Front Populaire de 1936, conséquence de la crise financière de 1929. La montée du totalitarisme en Europe, avec le début de la guerre d'Espagne et l'avènement du fascisme en Italie, plaide pour une adaptation du capitalisme plutôt que pour un basculement vers ces régimes violents. Le néolibéralisme est alors promu comme une sorte de libéralisme modéré par l'acceptation de l'intervention de l'État dans l'économie. Rougier reproche au libéralisme la création d'une économie de monopole. Il fustige l'économie dirigée et promeut donc une sorte de voie intermédiaire, le néolibéralisme, dont le système juridique permettrait la sauvegarde de la libre concurrence. Pour lui, plus un régime économique s'écarte des conditions de la libre concurrence, plus il sacrifie l'intérêt des consommateurs à des fins extra-économiques, plus l'économie se planifie et tombe

dans l'arbitraire et dans l'oppression. On reconnaît là une critique du modèle communiste. Le néolibéralisme se démarque donc du libéralisme orthodoxe en reconnaissant à l'État la possibilité d'intervenir, à condition que son action reste subordonnée au marché.

Walter Lippmann est un journaliste, essayiste et diplomate américain. En 1937, il publie « The Good Society »⁵⁴, qui sert de manifeste au colloque qu'il organise à Paris l'année suivante. Il théorise le **néolibéralisme comme un rapport de l'être humain à son environnement**. Cette théorie s'inspire fortement du darwinisme, qui a tout bouleversé en montrant que l'homme est une espèce qui évolue et s'adapte à son environnement. Barbara Stiegler, professeure de philosophie politique à l'université de Bordeaux Montaigne, a étudié les écrits de Lippmann⁵⁵. Les mécanismes darwiniens font que, jusqu'au XVIII^e siècle, l'homme s'est adapté à son milieu naturel. Mais à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, la révolution industrielle basée sur l'exploitation des énergies fossiles permet une accélération exponentielle de la croissance économique. Pour Lippmann, notre espèce n'est

⁵³. Aux origines du néo-libéralisme en France – François Denord, 2001
⁵⁴. The Good Society – Walter Lippmann, 1937
⁵⁵. « Il faut s'adapter » – Barbara Stiegler, 2019

pas adaptée à cette accélération et ce phénomène nécessite l'introduction d'un nouveau type de régime politique et économique. Pour les néolibéraux, le salut ne se trouve pas dans un retour du facteur humain qui le rapprocherait de son environnement naturel mais, à l'inverse, dans un système où l'État impose une norme qui permet à l'homme de vivre dans ce nouvel environnement économique. Le néolibéralisme s'accompagne d'une certaine vision de la démocratie. James Madison et Alexander Hamilton au XIX^e siècle⁵⁶, puis Walter Lippmann au XX^e siècle ne sont pas des démocrates. Pour eux, le peuple est une masse dangereuse qu'il faut canaliser en élisant des représentants qui vont décider à sa place, pour son propre bien. Il convient ainsi d'imposer une norme que les sachants imposeront, dans l'intérêt des masses. En 1937-38, les régimes totalitaires s'imposent en Europe et en Asie. En réaction à cette tendance, le néolibéralisme propose un État ultra présent. **Ce besoin d'un État fort s'exprime dans un contexte où la démocratie devient une technique politique de fabrication du consentement des masses.** Les citoyens, quotidiennement saturés d'une masse d'informations qu'ils sont incapables d'assimiler et d'analyser, ont une compréhension chaque jour plus réduite du fonctionnement du monde et de l'économie. Les leaders s'entourent d'experts qui assurent les fonctions de gouvernement car ils sont éclairés, contrairement au peuple. Walter Lippmann estime que la société

contemporaine souffre d'un retard par rapport aux contraintes que son environnement lui impose. Il constate que l'économie américaine est dominée par des monopoles et non par des entreprises en situation de concurrence. Le néolibéralisme de Lippmann se situe donc au confluent de cette volonté de faire advenir un capitalisme concurrentiel et du constat de l'échec du libéralisme classique à le réaliser. **Il promeut l'émergence d'un État fort, à même de réguler le capitalisme, non pour le rendre plus démocratique ou égalitaire, mais au contraire pour accroître son caractère compétitif.**

Pour Lippmann, l'éducation est un instrument de réalisation de l'égalité des chances. Dans cette société néolibérale, les inégalités seraient fondées sur la supériorité intrinsèque de chaque individu et non sur les privilèges acquis. La compétition entre les talents doit être juste et non faussée, ce qui permettra au meilleur de gagner. C'est de cette manière que la théorie néolibérale justifie les inégalités, dans un contexte darwiniste. **Ainsi, l'accumulation illimitée ne serait pas intrinsèque au capitalisme, mais juste la conséquence des inégalités naturelles entre les hommes.** L'éducation est aussi un moyen d'inculquer au travailleur des compétences qui le rendront flexible

⁵⁶ James Madison et Alexander Hamilton publient en 1788 « The Federalist Papers », une série d'essais visant à convaincre les citoyens américains de ratifier la constitution des États-Unis. Alexander Hamilton fut le premier secrétaire d'État des États-Unis dans le gouvernement de Georges Washington

et mobile, afin qu'il puisse changer de travail régulièrement et s'adapter aux besoins du moment. **Ainsi, le néolibéralisme est séduisant car il met en avant la nécessité de justice : les inégalités acquises doivent être régulées pour s'effacer, de sorte que les inégalités naturelles puissent s'exprimer.**

En parallèle du néolibéralisme, Lippmann envisage une « nouvelle démocratie », qui est fondée sur une base élective mais ne tolère qu'une intervention minimale du peuple. La souveraineté est partagée entre représentants et experts. Ceux-ci, qui fondent leur savoir sur l'étude des sciences humaines et de la psychologie, sont plus à même de prendre connaissance des ajustements que nécessite la société pour accroître son adaptation à l'environnement du capitalisme mondialisé. La « manufacture du consentement », magnifiée par Edward Bernays⁵⁷, neveu de Sigmund Freud, conditionnera industriellement les comportements jusqu'à « réadapter » la masse à la « Grande Société », en s'appuyant sur les moyens de communication modernes, la propagande et la psychologie. Nous reviendrons sur cet ouvrage dans notre prochaine lettre. Cette justification de la limitation de la souveraineté populaire par l'incapacité des individus à comprendre un monde devenu trop complexe débouche sur l'apologie d'un gouvernement d'experts. Ces experts sont chargés de limiter la violence qui s'abattra inévitablement sur les classes populaires

(allusion probable au fascisme qui gronde en 1938) du fait du désajustement entre la stabilité de leur mode de vie et les flux permanents auxquels elles sont confrontées.

Certains pourraient trouver dans l'action publique menée face à la crise de la COVID-19 des échos contemporains à ces thèses. Pour fabriquer le consentement des masses, il faut d'une part s'appuyer sur des experts en sciences humaines et sociales et des psychiatres, et d'autre part utiliser les médias. Selon Lippmann, ceux qui ont le pouvoir de peindre et de faire circuler les images et d'exclure les visions alternatives du monde disposent d'un pouvoir non législatif pour façonner notre politique. Quant aux experts, ces spécialistes qui envahissent aujourd'hui les plateaux de télévision et de radio, ils sont d'autant plus crédibles qu'ils sont ultra spécialisés dans un domaine. Cette théorie se situe bien à l'opposé de celle défendue par Edgar Morin, celle de la non-partition du savoir qui seule permet d'envisager l'humanité comme un tout inclusif. Elle interroge également sur les travaux du psychanalyste Roland Gori⁵⁸, pour qui c'est l'hyper-partitionnement des savoirs qui favorise l'épanouissement des imposteurs, mais nous en reparlerons également dans notre prochaine lettre.

⁵⁷ The Engineering of Consent – Edward Bernays, 1947
⁵⁸ La fabrique des imposteurs – Roland Gori, 2013

“

LE CHOIX DES ÉLECTEURS NE SE CONÇOIT PLUS EN CLIVAGE GAUCHE-DROITE MAIS EN TERMES DE MONDIALISME CONTRE NATIONALISME

Pour Lippmann, il n'y a que deux voies possibles : le mondialisme représenté par le néolibéralisme, ou le nationalisme totalitaire qui prône le repli... **impressionnante résonance de ces écrits avec la situation actuelle dans la plupart des pays développés, où le choix des électeurs ne se conçoit plus en clivage gauche-droite mais en termes de mondialisme contre nationalisme. Le problème est que, dans les deux cas, un certain darwinisme est sous-entendu avec un fort qui domine des faibles, c'est-à-dire un**

système de castes qui partitionne la population. Les gouvernements dits modérés, mais interventionnistes à l'heure de la crise de la COVID-19, n'ont donc rien inventé : évoquer la menace populiste voire fasciste pour justifier l'omniprésence d'un État protecteur. L'État impose la norme et la privation de liberté pour le bien de la population face à cette mondialisation inévitable à laquelle la nature humaine n'est pas adaptée. Le mouvement relativement spontané des Gilets jaunes en France, qui s'oppose à l'imposition d'une norme centralisée et réclame le retour de l'initiative locale, est un exemple de réaction aux échecs du néolibéralisme. **L'année 2020 ressemble ainsi à une crise du néolibéralisme et de ses « experts ». Le modèle mondialisé ultra optimisé promu par la théorie néolibérale vient de montrer son extraordinaire vulnérabilité. Et si, en réintégrant le facteur humain dans l'économie, on pouvait envisager un modèle de croissance durable plus respectueux de l'environnement naturel ?**

Le facteur humain dans un système capitaliste libéral

À l'opposé du néolibéralisme qui cherche, par l'intervention de l'État, à sortir la population de son lien à son environnement naturel et à l'adapter à son environnement mondialisé, la perspective du changement climatique réintroduit les critères extra-financiers dans la décision d'allocation de capital. Quel est le rapport entre une idéologie politique et une méthode d'investissement ? L'introduction de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les choix d'investissement ne revient-elle pas à réintroduire le facteur humain dans les décisions économiques, en admettant que les seuls critères financiers ne suffisent pas à créer de la valeur ?

Le constat que, sur le long terme, la non-considération de critères environnementaux ou sociaux détruit de la valeur économique est fondamental, car il invalide la promotion de l'économie comme une science pure, noble, théorique, débarrassée de ses scories liées à l'humain. Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, Karl Polanyi tente de comprendre les raisons d'un désastre provoqué en partie par

des facteurs économiques. Dans son livre « La Grande Transformation »⁵⁹, Polanyi écrit : « Notre thèse était qu'un marché s'ajustant lui-même était purement utopique. Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert ».

“

QUEL EST LE RAPPORT ENTRE UNE IDÉOLOGIE POLITIQUE ET UNE MÉTHODE D'INVESTISSEMENT ?

⁵⁹. La Grande Transformation – Karl Polanyi, 1944

L'excellent blog « Industry 4 good », qui considère les enjeux industriels dans un contexte de respect environnemental et social, relate une interview de Gunter Pauli⁶⁰. Le fondateur du mouvement de l'« économie bleue »⁶¹, théoricien de l'économie circulaire, mentionne que « **l'industrie doit passer par une transformation fondamentale. Pas parce que l'industrie est mauvaise ! Parce que le moment est opportun pour faire de l'industrie une activité humaine, naturelle et qui répond aux besoins de tout le monde.**

Une industrie qui ne produit plus des déchets, mais qui produit des opportunités. Tout est utile, il n'y a pas de mauvaises herbes, mais ça demande d'être un peu créatif. » Mais alors, s'il existe des moyens tangibles de décarboner notre industrie, pourquoi est-ce que cette transformation n'a pas lieu plus vite ? On a le sentiment d'une prolifération d'initiatives brillantes depuis des années, mais le constat reste le même : à ce rythme, nous n'atteindrons pas la neutralité carbone à temps. Pour Gunter Pauli, « le problème, ce ne sont pas les ingénieurs ni les avocats, mais plutôt les économistes ». Car ils ont accepté et légitimé une économie qui plébiscite les produits et services qui sont les plus rentables. Pauli ne remet pas en cause le modèle capitaliste en soi, mais le modèle capitaliste que nous avons choisi.

Réintroduire le facteur humain dans l'économie ne consiste pas à détruire le modèle capitaliste mais à redonner du pouvoir au local, au lien non financier, informel et à replacer le capitalisme dans un horizon de long

“

RÉINTRODUIRE LE FACTEUR HUMAIN DANS L'ÉCONOMIE NE CONSISTE PAS À DÉTRUIRE LE MODÈLE CAPITALISTE MAIS À REDONNER DU POUVOIR AU LOCAL

terme, plus durable, qui le débarrasse de ses scories spéculatives et le rend compatible avec le changement climatique, la préservation de la biodiversité et la réduction des inégalités.

Cette prise en compte du facteur humain dans un modèle capitaliste libéral est étudiée par le grand opposant de Walter Lippmann, John Dewey, écrivain américain adepte du pragmatisme. Le livre « Liberalism and Social Action »⁶² paraît en 1935 et se réclame d'une critique du New Deal de Roosevelt, que Dewey juge trop peu social. C'est cette vision du libéralisme de John Dewey qui explique que le vocable de « libéral » aux États-Unis est associé à une politique sociale dite « de gauche ». Le professeur et attaché de coopération universitaire Guillaume Garreta⁶³ mentionne que Dewey sera accusé

60. <https://industry4good.substack.com/p/industrie-decarbonee>

61. Gunter Pauli est un entrepreneur belge installé au Japon. En 1994, il a créé la fondation *Zero Emission Research and Initiatives* : Recherche et initiatives pour zéro pollution, dont l'objectif est la « pollution zéro » en s'inspirant de la nature pour satisfaire les besoins fondamentaux

62. Liberalism and Social Action – John Dewey, 1935

63. L'autre libéralisme de John Dewey – podcast France Culture, La suite dans les idées, 2014

d'être communiste dans les années 1920, avant de critiquer ouvertement le régime soviétique. Pour Dewey, puisque le darwinisme nous dit que la vie est une suite de bifurcations, c'est à chaque peuple de décider localement de la direction qu'il veut prendre par une forme de démocratie participative, par opposition à la démocratie représentative poussée par le néolibéralisme. Comme Lippmann, Dewey constate une crise aigüe du libéralisme avec la crise de 1929. Il change le sens du mot libéralisme, car l'État doit intervenir avec une politique sociale pour que les individus puissent s'exprimer comme des individus libres. L'État garantit alors les libertés en réduisant les inégalités. Le livre s'achève sur un plaidoyer en faveur d'une démocratie libérale et progressiste, qui défend le droit à l'expérimentation de méthodes nouvelles et à l'intelligence collective, à travers de grandes missions d'éducation. **Dewey souhaite remettre les hommes au cœur de la politique et de l'économie, pour préserver et renouveler la démocratie.**

Contrairement à la théorie néolibérale, Dewey mentionne que la masse n'est pas sans identité. Dans la masse, il y a des publics qui s'identifient entre eux et se connectent les uns aux autres car ils souffrent du même mal ; ils se regroupent alors pour essayer de soigner leurs maux en trouvant des moyens appropriés. Ils organisent la contestation grâce au savoir. Cette vision semble particulièrement intéressante dans le contexte actuel de l'ouverture que procurent les réseaux sociaux et les moteurs de recherche.

La théorie néolibérale suppose en effet d'une part l'omniprésence des experts, et d'autre part la manipulation des médias pour obtenir le consentement des masses. C'est probablement la raison pour laquelle, au XXI^e siècle, les médias sont saturés de prises de paroles d'experts en tous genres. Mais tout ceci était largement plus simple à maintenir dans des écosystèmes fermés et cloisonnés, où le flou pouvait être entretenu, du moment que les bons leviers (politiques, médiatiques, économiques ou même militaires et religieux) restaient sous contrôle. Or, paradoxalement, les technologies de l'information et la mondialisation louée par la théorie néolibérale décloisonnent nos sociétés. L'information circule vite et de manière difficilement contrôlable. La « résistance », quelle que soit sa forme et aussi contestable qu'elle puisse être, peut s'organiser grâce à la technologie, à moins d'utiliser cette technologie pour mettre en place un système répressif, ce qui est le cas dans certains pays. N'importe quelle atteinte aux droits de l'homme ou n'importe quel recours à la corruption, n'importe quelle pratique répréhensible, n'importe quelle négligence dans une usine, un bâtiment ou une procédure, n'importe quel écart avec une politique environnementale ou socialement responsable est susceptible de se propager avec des conséquences gigantesques. Voici donc la limite de l'économie de marché dissociée de son facteur humain. Car **les mouvements de contestation populaires actuels en Europe ou en Amérique, les boycotts de certains produits ou les désastres réputationnels sur les réseaux sociaux**

pourraient être lus comme autant de manifestations du coût très élevé de l'oubli du facteur humain dans les décisions économiques comme politiques. Dans ce monde surinformé et noyé de données, les entrepreneurs et les actionnaires peuvent bien sûr s'enrichir parce qu'ils ont été visionnaires, mais dans le respect des autres et des règles, au risque de se voir sanctionnés, boycottés, ou destitués. La technologie peut ressusciter le facteur humain comme elle peut l'éradiquer.

Même si l'on voulait être totalement cynique en continuant de sous-entendre que la seule aspiration de l'homme reste la recherche de son intérêt individuel, on ne pourrait pas ignorer le fait que la sanction financière consécutive à la diffusion d'informations compromettantes est de plus en plus significative. Et c'est mieux ainsi, car cela signifie que, dans un monde décroissant, le respect du facteur humain pourrait être un vecteur de création de valeur économique sur le long terme. Le seul intérêt particulier ne serait donc pas le seul moteur du capitalisme. Il existerait une place pour la solidarité, le respect ou l'empathie. Doux idéalisme ? Pas forcément. Il se pourrait bien que la clé de la lutte contre les inégalités relève avant tout de la sphère privée : éducation, formation, mécénat, philanthropie, solidarités locales, politique environnementale et sociale, juste gouvernance, promotion de la diversité... Voilà autant de responsabilités que les entreprises privées peuvent et doivent porter. N'en déplaise à ceux

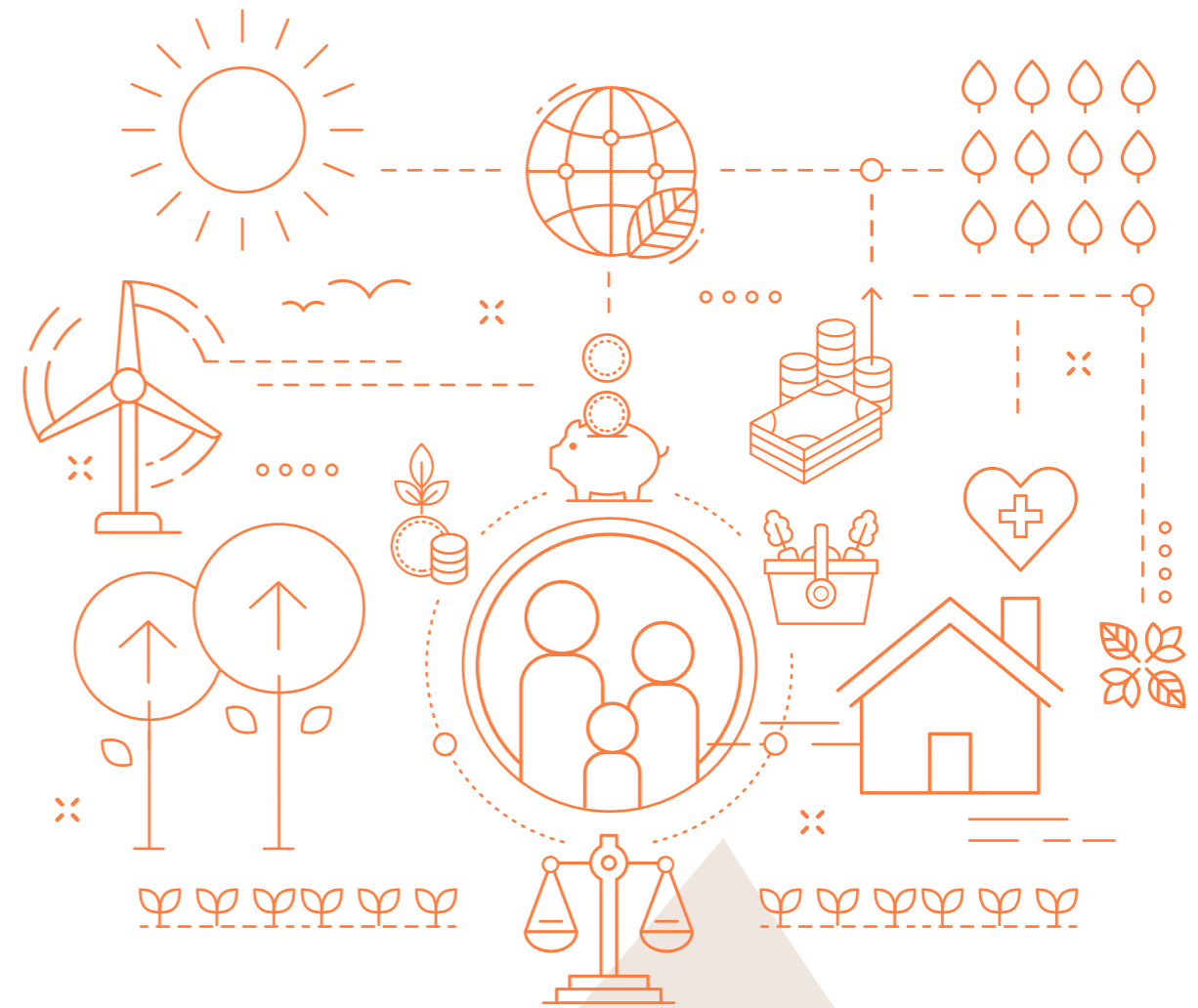
“

LE RESPECT DU FACTEUR HUMAIN POURRAIT ÊTRE UN VECTEUR DE CRÉATION DE VALEUR ÉCONOMIQUE SUR LE LONG TERME

qui opposent capital et lutte contre l'inégalité, la récompense pour les entreprises privées qui réussissent à réhabiliter le facteur humain sera financière : la création de valeur économique et la surperformance sur le long terme.

Le philosophe Gaspard Koenig va plus loin. Dans son livre « Notre vagabonde liberté »⁶⁴, il prône, à l'inverse des néolibéraux, la simplification. Un système législatif ou fiscal trop complexe rétablit l'arbitraire. Quand c'est simple, l'état de droit est clair : on est dans la loi ou hors la loi. Un système complexe favorise les puissants, les experts, en leur octroyant la capacité d'interpréter la loi dans le but de décider s'ils sont dans la loi ou hors la loi. Les plus aisés peuvent embaucher les spécialistes qui vont leur permettre d'interpréter la complexité de la règle en leur faveur pour agir dans la légalité, là où les plus faibles seront facilement mis hors la loi. Un tel système rétablit alors le pouvoir de terreur du puissant par l'imposition de règles fiscales, sociales ou sanitaires incompréhensibles. Il y a tellement de règles, de lois et d'exceptions

⁶⁴. Notre vagabonde liberté – Gaspard Koenig, 2021



que les peuples ne comprennent plus ce qu'ils ont le droit de faire ou de ne pas faire, à tel point que ça leur gâche la vie et inhibe complètement l'esprit d'entreprendre. Remplir un formulaire ou respecter une règle complexe pour réaliser une action simple est alors vécu comme un traumatisme et le législateur ou l'autorité publique est alors considéré(e) comme l'ennemi.

Rendre la norme simple, c'est faire confiance au jugement des gens pour trouver la solution sur le terrain. L'inflation normative trahit probablement un profond mépris pour la population qui la subit, un doute sur sa capacité à exercer son jugement

pour faire face aux situations de la vie réelle. Les gens ne seraient pas capables de vivre correctement sans qu'une élite leur donne des règles. L'obsession de l'État central loué par les néolibéraux devient alors l'harmonisation par la norme et le rejet de la diversité. Le virus est absent dans une région et présent dans une autre : pourquoi l'État central devrait-il appliquer la même règle aux deux régions ? C'est comme cela que les leaders politiques, économiques et religieux en viennent à imposer leur modèle au monde, aux « autres ». Le principal problème du modèle ultra normatif qui cherche à imposer à l'autre sa vision des règles de vie sans faire confiance

à la capacité humaine à s'adapter à son environnement est qu'il rejette la différence. Or l'acceptation de la différence permet l'inclusion et la considération de l'humanité comme un tout. Dans « L'économie des sociétés primitives », l'écrivain américain Marshall Sahlins⁶⁵ remarque que l'apparition de l'argent se produit à la périphérie des peuplades, lorsque l'interaction avec des étrangers devient inévitable. Les premières monnaies sont créées au niveau de frontières pour échanger des biens entre tribus éloignées. Au sein du groupe, on leur préfère le mécanisme bien connu du don et du contre-don. Et Gaspard Kœnig d'interroger : « Refuser une relation monétaire ne revient-il pas à se construire une tribu commune, ne serait-ce que pour quelques

heures ? À renouer avec l'antique vertu de l'échange, quand bien même je ne peux rien donner en retour ? À lever l'anonymat social caractéristique de la modernité pour devenir un être singulier, digne de confiance ? ». En cherchant à imposer une uniformité, une norme unique, le néolibéralisme mondialisé a coupé les liens humains informels. En rétablissant les traditions locales, les pratiques ancestrales agricoles ou artisanales, les services de proximité, on rebâtirait le lien social qui permettrait d'être beaucoup moins méfiant et défensif envers l'autre et plus inclusif.

⁶⁵. Âge de pierre, âge d'abondance : L'économie des sociétés primitives
- Marshall Sahlins, 1972

Peur du peuple... haine du peuple ?

Mais alors pourquoi cette réhabilitation du facteur humain est-elle si difficile, si douloureuse ? Pourquoi les classes dominantes de nos sociétés, qu'elles soient capitalistes libérales, socialistes, communistes ou nationalistes, sont-elles si réfractaires à remettre le lien humain, l'inclusion et l'acceptation de la différence au centre des priorités ? Pourquoi même dépensent-elles autant d'énergie à tenter de détruire ce lien humain ?

Peut-être parce que redonner du pouvoir au local et à l'économie informelle signifie que l'autorité centrale renonce partiellement à intervenir dans le quotidien des populations. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles l'anarchisme a été combattu par tous les types de régimes avec autant de force. L'idéal libertaire implique l'absence de lutte des classes. Au-delà de l'aspect potentiellement utopique qu'incarne ce courant de pensée, il est intéressant d'observer comment les pouvoirs en place, quels qu'ils soient, l'ont réprimé. Peut-être parce que le peuple fait peur aux classes dirigeantes, même celles se réclamant du peuple... ce qui nous

ramène à cette tendance à la partition de l'humanité en castes qui empêcherait l'humanité d'être considérée comme un tout. Pour garantir la stabilité d'un système de classes, il est essentiel pour la caste dirigeante d'entretenir la peur de l'Autre avec un grand A, celui qui est différent, et l'illusion que seul un pouvoir fort peut protéger les plus défavorisés contre cette différence. **En contrôlant par la complexité normative et en diabolisant les critiques du système par l'évocation de l'antipatriotisme, de la déraison, du fanatisme, du complotisme, voire du terrorisme, la classe dirigeante bâtit son pouvoir en entravant les démarches inclusives.** La grande force des défenseurs du capitalisme mondialisé réside en leur capacité à décrédibiliser les pensées alternatives en imposant comme vérité que le capitalisme mondialisé est le seul système pourvoyeur de prospérité. L'échec des alternatives à ce système ne fait que conforter la thèse, dans la mesure où le repli nationaliste rime avec privation de liberté, exclusion et peur de la différence. Mais l'urgence climatique nous rappelle que ce modèle si séduisant dysfonctionne...

Afin de mieux comprendre la notion de peur du peuple ou de haine du peuple que pourrait ressentir un pouvoir centralisé imposant la norme, il est intéressant d'observer les revendications autochtones locales. La manière dont ces revendications sont traitées par la puissance centrale est révélatrice, que cette observation prenne place dans nos démocraties actuelles ou dans le monde colonial, par définition centralisé et cherchant à imposer une norme à des populations très différentes de celles du conquérant. **Les revendications autochtones ont souvent pour objet la terre, la notion de communauté locale plus ou moins autonome, ayant son propre mode d'organisation, et la notion de rapport à la nature de ces peuples, qu'une norme chercherait à contraindre ou à priver de ses terres.** Dans une interview sur la chaîne YouTube Thinkerview⁶⁶, le chercheur canadien Francis Dupuis-Déri⁶⁷, qui étudie les dynamiques de la guerre et de la démocratie ainsi que les mouvements sociaux comme l'altermondialisme ou l'antiféminisme, relate l'épisode des femmes Igbo. Cette ethnie du Nigéria, alors sous administration britannique, tenait par tradition une assemblée de femmes qui traitait principalement de problématiques de la production agricole et de sa commercialisation sur les marchés locaux. En 1929 éclata ce que les Britanniques appelèrent « la guerre des femmes » suite à l'imposition par

l'autorité coloniale de nouvelles taxes agricoles. La tradition Igbo voulait que pour revendiquer, les femmes revêtaient leur tenue guerrière. Les manifestations de ces femmes furent réprimées dans le sang par l'armée britannique. Au cours de la commission d'enquête qui suivit le massacre, les témoignages de militaires qui avaient combattu pendant la Première Guerre mondiale mentionnaient que ces femmes leur avaient procuré plus de peur que les Allemands pendant la guerre. Ces témoignages peuvent être mis en parallèle des descriptions faites par la police des manifestations anarchistes de la fin du XIX^e siècle en Europe ou aux États-Unis, voire de certaines descriptions faites du mouvement des Gilets jaunes en France plus récemment. La peur procurée au pouvoir en place par la colère populaire justifie souvent la diabolisation de ces mouvements contestataires et leur répression par une violence disproportionnée. On retrouve ici la notion néolibérale du peuple considéré comme une masse dangereuse qu'il faut contrôler en obtenant son consentement par le contrôle des médias et la complexité normative. Nous reviendrons sur ces notions de peur du peuple dans notre prochaine lettre.

⁶⁶. Démocratie : marketing politique – Thinkerview, 2019

⁶⁷. Francis Dupuis-Déri est professeur au MIT et à l'université du Québec de Montréal.

“

LES CONSOMMATEURS DOIVENT S'ENDETTER POUR CONSOMMER DES BIENS ET SERVICES NON VITAUX

Un autre moyen de contrôler un peuple consiste à le rendre dépendant de besoins non vitaux en développant une société de consommation. **Les consommateurs doivent s'endetter pour consommer des biens et services non vitaux.** La création de besoins non vitaux dans le cadre d'une culture de consommation s'appuyant sur l'endettement est, au XX^e siècle, un facteur important de creusement des inégalités, aboutissant à l'émergence d'immenses fortunes et à des situations d'appauvrissement de catégories de populations pouvant s'apparenter à une forme d'asservissement : **des esclaves de la consommation ayant perdu toute capacité à subvenir à leurs besoins, avec, en prime, des conséquences désastreuses pour l'environnement.**

Un modèle qui redonne du pouvoir au local remet en question le rôle des classes dirigeantes, de la religion et des idées politiques. Pour cette raison, il ne sera non seulement pas promu par les leaders politiques, économiques et religieux, mais il sera même combattu. Même si ce modèle restait dans le giron du capitalisme et se concevait dans un contexte réaliste où l'État conserve ses pouvoirs régaliens, la résistance des classes les plus favorisées compliquerait sa mise en place. Les élites politiques, économiques et religieuses ont toujours tenté de conserver leurs avantages en appliquant deux principes : fractionner l'humanité en castes et utiliser la dette pour empêcher l'autosuffisance. Il est peu probable que le changement arrive de ce côté. Mais alors, d'où peut-il venir ? Peut-être d'une élévation générale de la conscience...

COVID-19 et élévation de la conscience

En 1933, le biologiste Charles Nicolle résumait ainsi cette relation : « La connaissance des maladies infectieuses enseigne aux hommes qu'ils sont frères et solidaires. Nous sommes frères parce que le même danger nous menace, solidaires parce que la contagion nous vient le plus souvent de nos semblables. Nous sommes aussi, quels que soient nos sentiments vis-à-vis d'eux, solidaires des animaux, surtout des bêtes domestiques qui portent souvent les germes de nos infections ». Étonnamment d'actualité ! Les pandémies sont l'une des conséquences de la mondialisation et du changement climatique. En cela, les circonstances représentent peut-être un espoir. La crise de la COVID-19, la rivalité entre les États-Unis et la Chine pour la domination mondiale ou la situation en Ukraine forcent les acteurs économiques à rechercher plus de résilience. La mondialisation a atteint un point d'inflexion. Le retour de l'inflation provoque la remontée des taux d'intérêt. Les besoins de financement des

“

**EN CELA,
LES CIRCONSTANCES
REPRÉSENTENT
PEUT-ÊTRE UN ESPOIR**

États entraînera la remontée des taux d'imposition sur les sociétés. Bref, les trois tendances de fond ayant entretenu la croissance infinie sont en train de s'inverser simultanément. Les entreprises doivent investir massivement, notamment dans la transition énergétique, pour rester compétitives et gagner en résilience. La relocalisation qui renforcera cette résilience peut créer des emplois moins précaires. Ce cycle d'investissement redonnera l'avantage aux sociétés pratiquant une meilleure allocation du capital, c'est-à-dire celles qui ont la meilleure gouvernance. La

boucle est donc bouclée : dans ce nouvel environnement, les critères E, S et G seront générateurs de performance financière. **Finalement, le facteur humain refait surface et crée de la valeur autrement !**

Le capitalisme est la théorie de l'ère industrielle. La révolution industrielle fut d'une grande intensité capitaliste. La nouvelle révolution industrielle, basée sur la connaissance et les données, est moins consommatrice de capital. Les optimistes pourront ainsi espérer que le système se reformera de fait. Cela est certainement possible, mais au prix d'une élévation de la conscience collective. **Les dernières années semblent correspondre à une certaine élévation de la conscience sur l'incohérence d'un système exclusivement basé sur l'accumulation, l'individualisme et la consommation.** La crise de la COVID y aura peut-être contribué, en permettant non seulement une prise de recul sur l'impact environnemental du système actuel, mais aussi une mise en évidence de

l'incroyable détresse psychologique créée par les confinements de populations coupées des liens sociaux locaux. Le regain d'intérêt pour les systèmes économiques en circuits courts, les solidarités locales, le concept d'entreprise à mission, le monde associatif et coopératif sont probablement liés à cette prise de conscience de l'impasse que nous réserve la recherche de la croissance infinie. **Espérons que ceux qui ont intérêt à faire perdurer le statu quo ne discréditeront pas trop ces alternatives probablement intéressantes à explorer pour peu qu'elles s'intègrent dans un système où la liberté d'expression et d'action est préservée. La liberté seule détruit l'égalité. L'égalité seule détruit la liberté.** Pour préserver la liberté et l'égalité, notre système a besoin d'un ensemble de réformes visant à réintroduire la fraternité, c'est-à-dire le facteur humain, dans un système économique trop partitionné et déshumanisé. L'urgence climatique et la disparition de la biodiversité viennent nous rappeler cet impératif.

Conclusion

Le capital et le travail sont les deux éléments de base dont la combinaison crée la valeur économique. Le capitalisme est peut-être le meilleur système économique, mais son imposition au monde engendre un paradoxe. Comment un système associé aux notions de démocratie, de liberté, de bonheur, de confort et de modernité peut-il à ce point impacter négativement l'environnement, les inégalités et la stabilité même de l'économie ?

Force est de constater que la culture occidentale, fondée sur la prédominance du droit, de la norme et le cloisonnement des populations et des savoirs, n'est pas favorable à l'émergence d'une pensée inclusive. Le modèle est « militarisé » par une idéologie visant à l'associer aux notions de liberté et de prospérité. La croyance indéfectible dans ce modèle basé sur l'individualisme et la société de consommation pourrait en fait maintenir nos sociétés dans une sorte de caverne de Platon qui nous fait percevoir la réalité de manière faussée, et surtout, qui nous rend agressifs envers ceux qui parviennent à en sortir, voient plus clair et cherchent à nous alerter.

Car entre le tout marché et le tout État, il existe probablement une voie de l'économie plurielle, sociale et solidaire basée sur les écosystèmes locaux, l'acceptation de la différence et l'inclusion. Cette alternative a pour objectif de produire, consommer, épargner et décider de manière plus respectueuse des hommes et de leur environnement. Elle ne prône pas la décroissance, mais la croissance durable. En réunifiant éthique, économie et écologie, elle permet de se projeter dans une vision globale. C'est la version « durable » de la formule « agir localement pour penser globalement ». Bref, la solution semble intuitivement résider dans la réintroduction de l'humain dans l'économie, mais elle suppose un « confinement » des egos. N'en déplaise aux économistes qui ont souhaité faire de leur discipline une science noble et exacte, l'économie doit être remise à sa place comme moyen et non comme fin de l'activité humaine. N'en déplaise également aux partis politiques de nos démocraties qui enferment leurs électeurs dans un choix entre mondialisme et nationalisme, dans lequel nombre de citoyens ne se reconnaissent pas. Sans aller pour

“

ALORS, FAUT-IL MONDIALISER LA CONSCIENCE ET DÉMONDIALISER L'ÉCONOMIE ?

l'ensemble de l'humanité jusqu'au bout du chemin spirituel qui mène certains à la sagesse, la simple reconsidération du facteur humain dans les relations économiques, sociales, politiques est peut-être suffisante pour entrevoir un modèle de croissance plus acceptable et plus durable.

Alors que faire ? Peut-être juste réfléchir à la chose suivante : il est beaucoup plus facile d'exclure, de mépriser la différence, d'adopter un comportement agressif et de flatter l'ego que de faire preuve de bienveillance et d'inclusion. En révélant notre relation de vie et de mort avec la biosphère, l'écologie nous oblige à repenser notre planète, à y lier notre destin et finalement à nous repenser nous-mêmes. Alors, faut-il mondialiser la conscience et démondialiser l'économie ?

Sur le court terme, financier s'oppose à extra-financier. Sur le long terme, financier et extra-financier pointent dans la même direction. Paradoxalement, et contrairement à l'argument martiqué par les ultra-capitalistes selon lequel la libre entreprise et le libre-échange apportent la démocratie, la démocratie sera probablement sauvée par la réintroduction du facteur humain dans l'économie. Le capitalisme sera également sauvé, à condition que nous parvenions à renoncer au modèle de croissance exponentielle qui coupe l'humain de son rapport à son semblable et à son environnement. Si se sentir utile, procurer un lien inclusif à son entourage ne génère pas moins de plaisir que d'accumuler des richesses, alors il existe peut-être un espoir de parvenir à recréer un modèle économique qui remet l'Humain au centre de l'équation. Human after all...

SEPTEMBRE 2022

CIO letter TK

TK TIKEHAU
CAPITAL

32, rue de Monceau 75008 Paris - FRANCE

Tél. : +33 (0)1 53 59 05 00

Fax : +33 (0)1 53 59 05 20

Ce document ne constitue pas une offre de vente de titres ni des services de conseil en investissement. Ce document contient uniquement des informations générales et n'est pas destiné à représenter des conseils en investissement généraux ou spécifiques. Les performances passées ne constituent pas un indicateur fiable des résultats futurs et les objectifs ne sont pas garantis.

Certaines déclarations et données prévisionnelles sont basées sur les prévisions actuelles, les conditions actuelles de marché et la situation économique actuelle, les estimations, projections, et les opinions de Tikehau Capital et / ou de ses sociétés affiliées. En raison de divers risques et incertitudes, les résultats réels peuvent différer considérablement de ceux reflétés ou envisagés dans ces déclarations prospectives ou dans n'importe laquelle des études de cas ou prévisions. Toutes les références aux activités de conseil de Tikehau Capital aux États-Unis ou à l'égard de ressortissants américains concernent Tikehau Capital North America